

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 4 septembre 2024 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°459 ■

DÉNOMMÉ «INSTITUT DE
L'ENTREPRISE ET DES
POLITIQUES ÉCONOMIQUES»
**L'UNEP lance un
groupe de réflexion
« Polit-Eco »**

P 2

CULTURES STRATÉGIQUES

De grands investissements étrangers à l'horizon

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a inscrit de nouveaux grands investissements étrangers en matière de cultures stratégiques et ce, dans le cadre du couloir vert qui prévoit des facilitations pour l'investissement agricole dans les wilayas du Sud. P 3



INTÉGRATION ÉCONOMIQUE
EN AFRIQUE

**Les efforts de l'Algérie
mises en avant**

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Yacine El-Mahdi Oualid a conduit la délégation algérienne participant aux travaux du Forum Indonésie-Afrique, qui se tient du 1er au 3 septembre à Bali (Indonésie).

P 2

PRÉSIDENTIELLE DU 7 SEPTEMBRE

**Fin de la campagne
et début du silence
électoral**



La campagne électorale pour l'élection présidentielle du 7 septembre a pris fin, hier mardi, laissant place à une période de silence électoral de trois jours, lors de laquelle il est interdit aux candidats d'exercer toute activité électorale.

P 5

KITS SOLAIRES

**La capacité installée
dans les zones isolées
doublée depuis 2019**

La capacité cumulée installée en matière de kits solaires photovoltaïques dans les zones isolées a été doublée depuis 2019, atteignant 23,06 MW à la fin 2023 contre 11,26 MW en 2019, selon le Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREFÉ).

P 3



INCENDIES DE
RÉCOLTES À BOUIRA
29
agriculteurs
indemnisés
par la CRMA

Au total, 29 agriculteurs ayant perdu leur récolte céréalière suite aux derniers incendies enregistrés dans quelques communes de la wilaya de Bouira, ont été indemnisés, mardi, par la Caisse régionale de la mutualité agricole (CRMA), a indiqué le directeur de cette mutuelle, Mohamed Bechour. C'est au cours d'une cérémonie organisée au siège de l'agence de la CRMA à Bouira, que M. Bechour et la directrice des services agricoles (DSA), Mme Tira Adra, ont remis aux concernés des chèques d'indemnisation des pertes subies cette année à cause des incendies enregistrés notamment à Ain Bessam, El Hachimia, El Asnam, Sour El Ghozlane et Ain Laâloui ainsi qu'à Oued El Bardi. "Le montant global de ces indemnisations s'élève à 20 millions de DA répartis sur 29 agriculteurs", a expliqué à l'APS M. Bechour qui a ajouté que la superficie totale de culture céréalière (blé tendre, blé dur et orge) ravagée par les flammes est estimée à 494 ha, dont seuls 270 ha sont assurés par la CRMA. Au cours de cette cérémonie, le directeur de la CRMA a saisi l'occasion pour réitérer son appel aux agriculteurs pour qu'ils assurent leurs récoltes afin d'alléger l'ampleur des pertes que causent chaque année les incendies et les intempéries.

INTÉGRATION ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE

Les efforts de l'Algérie mises en avant

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Yacine El-Mahdi Oualid a conduit la délégation algérienne participant aux travaux du Forum Indonésie-Afrique, qui se tient du 1er au 3 septembre à Bali (Indonésie).

Par S R/Agence

Dans son intervention aux travaux de ce Forum qui tend à créer de nouveaux partenariats bénéfiques au mieux de l'intérêt des peuples d'Afrique et d'Indonésie, le ministre a mis en avant les efforts de l'Algérie en vue de renforcer l'intégration économique en Afrique à travers des projets stratégiques visant à améliorer l'interconnexion entre les pays du continent. Ces projets englobent la route transsaharienne, reliant l'Afrique du Nord au Sud via l'Algérie, ainsi que le réseau de fibres optiques s'étendant à travers le grand Sahara pour accélérer la transformation numérique sur le continent, a indiqué le ministère dans un communiqué. Il a également souligné l'importance du projet du gaz

zoduc algéro-nigérian qui vise à renforcer la coopération dans le domaine de l'énergie entre les pays africains. Le ministre a en outre relevé que l'Afrique a doit passé d'une économie largement dépendante des ressources naturelles, à une économie basée sur la connaissance et l'innovation. Pour ce faire, le même responsable a appelé à adopter des politiques soutenant les compétence et encourageant l'innovation dans différents secteurs, d'autant plus que l'Algérie, à travers la Conférence africaine des startups, compte concrétiser une vision africaine complémentaire, à même de soutenir les jeunes innovants et les amener à développer leurs projets à l'intérieur du continent africain, indique le ministère. Mettant en avant la profondeur des relations économiques et commerciales entre l'Algérie et l'Indonésie,

El-Mahdi Oualid a fait savoir que le volume de l'échange commercial entre les deux pays a dépassé un milliard de dollars pour la première fois en 2022, relevant que les deux gouvernements sont convenus de renforcer ce partenariat, à travers la signature de nouveaux accords dans les domaines de l'énergie, des technologies et de l'infrastructure. L'Indonésie a reconnu depuis toujours l'importance de l'Afrique en tant que région stratégique, a-t-il soutenu, rappelant la Conférence de Bandung de 1955 qui a été le point de départ pour le renforcement de la coopération entre les pays asiatiques et africains. M. El-Mahdi Oualid a souligné la nécessité de s'inspirer de la conférence Bandung et de renforcer la coopération entre l'Indonésie et l'Afrique pour parvenir à un monde plus juste et équilibré.

GPL

Sonatrach augmente le prix de vente en septembre

Par M. A.

Le prix du gaz de pétrole liquéfié (GPL) exporté par l'Algérie a connu une nette augmentation, reflétant les mouvements complexes du marché international et les stratégies mises en place par Sonatrach, la principale entreprise publique des hydrocarbures du pays. Selon l'agence « Reuters », ce changement de tarif est le résultat d'une offre mondiale de plus en plus resserée couplée à une demande croissante, ce qui a conduit Sonatrach, en partenariat avec

Aramco d'Arabie Saoudite, à rehausser les prix de vente du GPL pour le mois en cours. Depuis août de l'année dernière, les prix ont grimpé de 3 à 18 %, atteignant maintenant 590 dollars la tonne contre 470 dollars auparavant. Cette augmentation est cruciale pour l'Algérie, car elle permet de compenser les pertes subies à cause de la baisse des prix du pétrole et des réductions de production imposées par l'accord Opep+. Avec cette hausse, l'Algérie pourrait engranger plus de 4 milliards de

dollars en recettes d'exportation de GPL, offrant ainsi une bouffée d'air frais pour ses finances nationales. En parallèle, l'Algérie, qui produit environ 9,4 millions de tonnes de GPL par an, utilise une grande partie de cette production pour l'exportation, avec une consommation locale relativement modeste de 1,5 million de tonnes. En tant que deuxième exportateur mondial de GPL, l'Algérie tire parti de la demande internationale en expansion et cherche activement à diversifier ses marchés, notamment en Asie et en Europe de l'Est.

Cette hausse des prix s'inscrit dans un contexte marqué par la baisse de la production pétrolière due aux engagements de l'Algérie au sein de l'Opep+. Sonatrach ajuste donc ses tarifs pour maximiser ses revenus malgré les fluctuations du marché et les défis liés à la réduction de la production. En somme, cette stratégie d'augmentation des prix du GPL représente une réponse adaptée aux évolutions du marché et un levier essentiel pour soutenir les finances du pays dans un environnement économique incertain.

DÉNOMMÉ «INSTITUT DE L'ENTREPRISE ET DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES»

L'UNEP lance un groupe de réflexion « Polit-Eco »

Par R E.

L'Union nationale des entrepreneurs publics (UNEP) vient de lancer un groupe de réflexion "think-tank" économique, d'expertises et de débat, dénommé «Institut de l'entreprise et des politiques économiques - Polit-Eco». Il s'agit d'un groupe de réflexion, un réservoir d'idées, un brain-box économique œuvrant essentiellement pour la prospérité de l'entreprise algérienne, le développement adjacent du secteur public, la promotion et la progression du partenariat public-privé», selon un communiqué de l'organisation patronale. Ce think-tank «trouve sa raison d'être dans la conviction que les secteurs public et privé, par la force et la dynamique

de leurs entreprises, constituent le moteur du progrès économique et social», explique l'UNEP ajoutant que la réflexion «active» de l'institut «Polit-Eco» traduira régulièrement les priorités des pouvoirs publics «en matière de réduction continue de la dépendance à l'égard des hydrocarbures et de l'étranger». Soulignant l'intérêt de l'existence d'un réseau de think-tanks «diversifié et étoffé» au profit de l'économie nationale, l'UNEP estime ce type d'entité comme pouvant prémunir le pays de toutes les formes de vulnérabilités pouvant menacer son économie, sa sécurité alimentaire, sa sécurité sanitaire et sa sécurité environnementale. Selon l'organisation patronale, «Polit-Eco» oeuvrera en synergie avec l'ensemble des acteurs de la réflexion et de la

production économiques, tels que les chefs d'entreprises, les experts, les universitaires, les chercheurs et les acteurs politiques devant contribuer «au décloisonnement progressif des mondes économique, politique et universitaire, et à l'association de la société civile à sa réflexion». Il aura nécessairement pour objectif d'asseoir sa future notoriété en tant que business think-tank, à travers ses travaux et son réseau de contributeurs, ajoute l'organisation soulignant que «dans le souci d'assurer plus de couverture régionale, avec ses sections locales, et avec l'appui des secteurs d'activité économique composant l'UNEP, il apportera par ailleurs sa propre contribution à l'évaluation objective, nécessaire et utile des réglementations, des procé-

dures, des lois, des pratiques et autres facteurs objectifs qui entraveraient le bon fonctionnement du secteur économique public et, plus largement, de l'économie nationale». Centré pleinement sur le champ national mais tourné aussi vers l'International, il intégrera par conséquent dans sa réflexion l'analyse de modèles étrangers susceptibles d'inspirer positivement les politiques publiques, selon le communiqué. En outre, ce think-tank élaborera pour les pouvoirs publics des recommandations régulières en mobilisant un réseau pluridisciplinaire d'experts nationaux et internationaux. Certaines recommandations seront mises en débat à travers des publications et diverses formes d'événements organisés périodiquement, prévoit l'UNEP.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

CULTURES STRATÉGIQUES

De grands investissements étrangers à l’horizon

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a inscrit de nouveaux grands investissements étrangers en matière de cultures stratégiques et ce, dans le cadre du couloir vert qui prévoit des facilitations pour l'investissement agricole dans les wilayas du Sud.

Par Mourad A.

Dans une déclaration à la Radio nationale, le directeur de l'organisation foncière et de la mise en valeur des terres au ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Tefiani Wahid a fait savoir que «le ministère examine actuellement plusieurs grands projets dans le cadre du couloir vert», précisant que nombre de ces projets «sont déjà en cours de réalisation et en quête de superficies supplémentaires pour être achevés». L'Algérie attire de plus en plus d'investissements étrangers, comme en témoigne le projet algéro-qatari «Baladna » pour la production de lait en poudre. Ce projet structurant, qui mobilise une superficie de 117 000 hectares, prévoit la création de fermes d'élevage intégrées, combinant production de céréales, de fourrage, de lait et de viande, ainsi qu'une usine de production de lait en poudre. Une fois concrétisé, ce projet, d'une valeur de 3,5 milliards de dollars, permettra de couvrir 50 % des besoins nationaux en poudre de lait, de renforcer le cheptel bovin et de créer 5 000 emplois directs. Un autre projet en partenariat avec un groupe italien sera également réalisé dans la wilaya de Timimoun sur une superficie de 36 000 ha, dont 3000 ha sera mise en valeur dès la prochaine saison agricole. Dun montant d'investissement de 420 millions d'euros, ce projet devrait contribuer à dans l'augmentation de la production nationale en blé dur et légumineuses.

Par ailleurs, le responsable a indiqué que l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes (ODAS), annoncera de nouveaux portefeuilles d'investissement au profit des opérateurs éco-

nomiques, comprenant des périmètres à mettre en valeur à travers les différentes wilayas du Sud, tout en proposant des espaces récupérés qui n'ont pas été exploités dans le cadre des portefeuilles précédents.

Depuis 2021, quatre (04) portefeuilles d'investissement ont été lancés au profit des souscripteurs via la plateforme numérique de l'ODAS, permettant la mise à disposition de 54 périmètres à mettre en valeur, couvrant près de 460.000 hectares dans 9 wilayas du sud, dont ont bénéficié 431 investisseurs.

Tefiani a souligné que le ministère visait à optimiser la productivité de ces exploitations dont plusieurs n'ont pas encore entamé la production, d'où l'organisation par le ministère des rencontres nationales avec les investisseurs pour examiner les problèmes auxquels ils sont confrontés. L'intervenant a précisé que le ministère de l'Agriculture, sous la direction de Youcef Cherfa, multiplie les rencontres avec les investisseurs bénéficiaires de concessions foncières dans le «Grand Sud». Ces échanges réguliers, marqués par une transparence inédite, visent à instaurer une relation de confiance entre les autorités et les acteurs économiques. Cependant, les projets rencontrent des défis considérables, notamment en matière d'infrastructures, tels que l'accès à l'électricité, les réseaux de communication, et les permis de forage.

Le ministre a promis des solutions à court terme pour surmonter ces obstacles, tout en insistant sur la nécessité de clarifier les responsabilités entre les différents secteurs concernés, notamment l'énergie et les mines.

L'engagement des jeunes investisseurs, malgré l'absence d'électricité, témoigne de leur

innovation et de leur détermination à faire avancer leurs projets grâce à des solutions alternatives. Ce dynamisme est crucial pour atteindre les objectifs de sécurité alimentaire du pays. Le gouvernement reste intransigeant sur l'obligation pour les investisseurs d'exploiter effectivement les terres concédées, faute de quoi celles-ci seront réattribuées à des acteurs plus aptes à les valoriser.

Le développement agricole en Algérie ne se limite pas à l'attribution de terres. Un plan de travail rigoureux, incluant des réunions régulières, a été mis en place pour s'assurer que les investissements se réalisent dans les délais les plus courts. Le ministère de l'Agriculture joue un rôle clé en offrant un accompagnement technologique complet, comprenant la formation, le transfert de technologies, et l'assistance technique, particulièrement pour les grands investisseurs.

Par ailleurs, une révision des distances de référence pour l'exploitation des terres a permis d'augmenter la superficie réellement cultivée, contribuant ainsi à l'atteinte des objectifs de production fixés dans le programme national pour l'autosuffisance alimentaire sur la période 2024-2027. Cependant, le processus de finalisation des contrats de concession connaît des retards, notamment en ce qui concerne les procédures cadastrales. Des efforts sont en cours pour accélérer ces démarches, tout en assurant le transfert des droits de concession en cas d'héritage, afin d'éviter la fragmentation des propriétés agricoles. Ces initiatives, bien que prometteuses, s'accompagnent de défis que l'Algérie s'efforce de relever avec détermination, afin de renforcer la gestion de ses terres agricoles et d'assurer une meilleure autosuffisance alimentaire pour l'avenir.

KITS SOLAIRES La capacité installée dans les zones isolées doublée depuis 2019

La capacité cumulée installée en matière de kits solaires photovoltaïques dans les zones isolées a été doublée depuis 2019, atteignant 23,06 MW à la fin 2023 contre 11,26 MW en 2019, selon le Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREFE). Cette capacité en matière de kits solaires photovoltaïques (PV) dans les zones isolées représente désormais près de la moitié (48,2%) de la capacité totale des installations d'énergie renouvelable (EnR) hors réseau, indique le CEREFE dans son 4ème bilan des réalisations dans le domaine des énergies renouvelables, dont l'APS a obtenu une copie. Les installations réalisées dans le cadre de programmes et projets relevant du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement des territoires représente 49,3% du total des kits installés, avec 6.689 kits PV, soit une capacité installée de 11,37 MWc, suivies par celles relevant du ministère de l'Agriculture et du Développement rural avec une capacité de 3,44 MWc (15%) et du ministère de la Poste et des Télécommunications avec une capacité cumulée de 1,89 MWc, soit une part de 8%. La capacité des nouvelles installations réalisées en 2023 est estimée à 3,73 MW, soit une croissance de 19,3% par rapport à celle cumulée à fin 2022 (19,33 MW), fait savoir la même source. Le nombre des kits solaires PV dans les zones isolées installés par l'ensemble des secteurs jusqu'à la fin décembre 2023, est de 12.382 kits PV, soit 1.098 kits PV additionnels installés en 2023 et 6.568 kits PV additionnels installés depuis fin 2019. Concernant les systèmes solaires PV pour écoles primaires, la capacité cumulée réalisée dans le cadre du programme de solarisation des écoles est de 8,63 MW, soit 1.163 écoles solarisées.

AVEC SON ADHÉSION À LA NDB

De nouvelles perspectives s’offrent à l’Algérie

Par Réda Hadi

L'adhésion de l'Algérie à la NDB offre désormais à l'Algérie, selon le ministère, de «nouvelles perspectives» pour soutenir et renforcer son essor économique à moyen et long termes. Avec son adhésion en tant que membre de cette importante institution de développement, bras financier du Groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), l'Algérie franchit une étape majeure dans son processus d'intégration au système financier mondial et devient ainsi le 9ème pays membre de la NDB.

En effet, le ministre des finances, Laaziz Faïd, n'a pas manqué de montrer sa satisfaction quant à l'aboutissement de ce processus d'adhésion, qui a mobilisé beaucoup d'efforts, de la part de son département. C'est donc selon lui, une opération tout bénéfice pour l'Algérie. « Les BRICS avec leur nouvelle banque comptent en effet offrir une alternative aux institutions de Bretton Woods, le FMI et la Banque mondiale. La NDB n'assortit pas ses prêts de conditionnalités contraignantes qu'on connaît par

exemple au FMI, les considérants comme autant de volontés d'ingérence par les pays en crise», a-t-il précisé dans une interview accordée au quotidien «El Watan».

Faïd a tout de même fait remarqué que l'intégration de l'Algérie à la NDB ouvre des perspectives nouvelles pour un enrichissement mutuel, favorisant l'échange de savoir-faire et d'expériences entre économies émergentes. Ce dialogue dynamique est un moteur pour le développement de l'Algérie et de ses partenaires, basé sur des expériences réussites et les meilleures pratiques. Il faut souligner que les BRICS représentent actuellement 42% de la production pétrolière mondiale de pétrole, 29% du PIB mondial, 25% des exportations mondiales et 45% de la population de la planète.

L'adhésion de l'Algérie à cette banque va lui permettre de poursuivre son ambition de rejoindre les BRICS.

Selon l'intervenant, les performances remarquables enregistrées ces dernières années, en matière de croissance économique, soutenues par des réformes multisectorielles, ont permis à l'Algérie d'être considérée, grâce aussi à son classement récent en

tant qu'économie émergente de tranche supérieure, comme un partenaire fiable et dynamique au sein de cette institution.

L'adhésion à la NDB offre désormais à l'Algérie, de nouvelles perspectives pour soutenir et renforcer son essor économique à moyen et long termes.

Et de préciser que l'Algérie en tant que nouveau membre, a l'opportunité d'utiliser ces ressources pour accélérer son propre développement, tout en contribuant à la coopération internationale et en renforçant sa position sur la scène économique régionale et mondiale. Partant, le rôle de l'Algérie au sein de la NDB pourrait ainsi être déterminant pour sa croissance future et sa stabilité économique.

Plus en détail, la NDB a un capital autorisé total de 100 milliards de dollars. Le capital initial souscrit par les membres fondateurs des BRICS était de 50 milliards de dollars, réparti à parts égales entre les cinq pays (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), soit 10 milliards de dollars par pays.

En résumé, lors de cette interview, le ministre des Finances a relevé que l'adhésion à la NDB, va offrir au pays, qui est le premier

exportateur africain de gaz naturel, de nouvelles perspectives pour soutenir et renforcer son essor économique à moyen et long terme . Et de préciser que celle-ci n'a été obtenue que grâce à la solidité des indicateurs macroéconomiques du pays, qui ont enregistré des performances remarquables ces dernières années et permis à l'Algérie d'être classée comme «économie émergente de tranche supérieure».

En somme, l'Algérie pourrait tirer parti en cas de besoin et si elle le souhaite, des capacités de financement de la NDB pour soutenir ses propres projets d'infrastructure, particulièrement dans les domaines de l'énergie renouvelable, du transport, et de l'eau. L'accès à ces financements pourrait accélérer le développement de projets stratégiques qui sont essentiels pour la croissance économique du pays. De même et en accédant aux financements de la NDB, l'Algérie pourrait diversifier son économie en investissant dans de nouveaux secteurs, tels que les technologies vertes et les infrastructures numériques, ce qui renforcerait sa résilience face aux chocs économiques externes.

PÉTROLE

Les prix en baisse

Les prix du pétrole reculaient mardi, le marché se recentre sur les perspectives moroses de la demande, notamment de la Chine, deuxième consommateur mondial et principal moteur de la croissance de la demande mondiale. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, perdait dans la matinée 1,19% à 76,16 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en octobre, cédait 0,38%, à 73,27 dollars peu après avoir évolué en terrain positif. "La Chine a une fois de plus fait vaciller le marché du pétrole", commentent des analystes. Les prix du pétrole sont plafonnés parce que la Chine, deuxième consommateur mondial et principal moteur de la croissance de la demande mondiale de pétrole, est "bloquée dans un marasme économique", indiquent-ils. L'état de santé économique de la Chine est en effet au coeur des préoccupations des investisseurs depuis le ralentissement de la croissance au deuxième trimestre. Samedi, l'indice PMI officiel publié par le Bureau national des statistiques (BNS) avait montré un net recul de l'activité manufacturière. "La Chine a doublé sa dépendance à l'égard du commerce international et le seul plan de relance semble consister à exporter pour sortir du marasme économique", notent les analystes.

ZITOUNI EFFECTUE UNE VISITE D'INSPECTION À L'ESAA

Nécessité de créer un environnement d'apprentissage intégré

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni a effectué, avant-hier lundi, une visite d'inspection à l'Ecole supérieure algérienne des Affaires (ESAA), dans le cadre des préparatifs pour la rentrée 2024-2025, lors de laquelle il a mis en exergue la nécessité d'accélérer l'installation du Conseil scientifique et pédagogique de l'Ecole, indique un communiqué du ministère. Lors de cette visite, M. Zitouni a rencontré un groupe d'enseignants de l'Ecole et s'est enquis des préparatifs en cours pour accueillir les étudiants au titre de la nouvelle année scolaire. Il a insisté, à cette occasion, sur "la nécessité d'accélérer l'installation du Conseil

scientifique et pédagogique de l'Ecole, soulignant "le rôle pivot de ces Conseils afin de garantir la qualité de l'enseignement et développer les méthodes pédagogiques en adéquation avec les besoins du marché et les développements économiques actuels", selon le communiqué. Le ministre a également souligné l'importance de renforcer la coopération entre l'Ecole et le secteur des affaires en vue de garantir la formation d'une génération de compétences capable de contribuer efficacement à l'appui de l'économie nationale. Cette visite a été l'occasion pour le ministre de s'enquérir des différentes structures éducatives disponibles, et de mettre en avant "la nécessité de créer un environnement d'ap-

prentissage intégré qui répond aux besoins des étudiants et contribue à la réalisation de l'excellence académique". M. Zitouni "s'est félicité des équipements techniques de haut niveau et des ressources mises à la disposition des étudiants, ce qui traduit l'engagement de l'Ecole à dispenser un enseignement développé et adapté aux nouveaux défis", ajoute le communiqué. Au terme de sa visite, le ministre s'est dit confiant quant à "la capacité de l'ESAA à dispenser un enseignement de qualité qui contribue au développement du secteur des Affaires en Algérie", ajoutant que "le ministère poursuivra son appui à l'Ecole pour réaliser ses objectifs pédagogiques et scientifiques".

PROMOTION DE LA PRODUCTION LOCALE

Signature d'un protocole d'entente entre «Sonelgaz» et «Elec-El Djazaïr»

Un protocole d'entente a été signé, avant-hier à Alger, entre le groupe "Sonelgaz" et le groupe public des équipements électriques, électrodomestiques, électroniques et des Télécommunications "Elec-El Djazaïr", pour l'acquisition d'équipements électriques fabriqués par "Elec-El Djazaïr", dans le cadre de la politique nationale visant à encourager la production locale et réduire les importations. Le document a été signé par les filiales des deux groupes, à savoir, Sonelgaz-Distribution et Sonelgaz-Services (filiales de Sonelgaz), et l'entreprise spécialisée dans la fabrication et la commercialisation des

transformateurs et moteurs électriques "Electro-Industries-Azazga" (filiale du groupe Elec-El Djazaïr), au niveau de la Direction générale de Sonelgaz, sous la supervision du Pdg du groupe Sonelgaz et du Pdg du groupe Elec-El Djazaïr, en présence de cadres dirigeants de Sonelgaz. La convention a été signée par le directeur général (DG) de Sonelgaz-Distribution, M. Rachid Abdessemed, le DG de Sonelgaz-Services, M. Nabil Kebaili, ainsi que le Pdg de "Electro-Industries-Azazga", M. Medjeber Amar. Cette convention vise à renforcer le niveau de partenariat et de coopération entre les filiales de Sonelgaz et la société "Electro-Industries Azazga",

en vue de soutenir la production nationale et répondre aux besoins de Sonelgaz en termes d'équipements électriques. S'exprimant à cette occasion, le Pdg de Sonelgaz, Mourad Adjal, a déclaré que ce protocole vient en exécution des instructions des hautes autorités du pays, pour ce qui est du soutien de la production locale et de l'augmentation du taux d'intégration nationale. Le Pdg du groupe Elec-El Djazaïr, Mustapha Ferfera a remercié Sonelgaz pour son soutien à la société Electro-Industries Azazga, soulignant l'engagement de cette dernière à "répondre aux attentes de Sonelgaz et des citoyens".

ENVIRONNEMENT

99% de l'humanité respire un air pollué

Quatre-vingt-dix-neuf pour cent de l'humanité respire un air pollué, ce qui entraîne chaque année le décès prématuré d'environ huit millions de personnes, dont plus de 700.000 enfants de moins de cinq ans, selon l'ONU. "La pollution étouffe également les économies et réchauffe notre planète, attisant ainsi la crise climatique. Elle touche de manière disproportionnée les membres les plus vulnérables de la société, notamment les femmes, les enfants et les personnes âgées", indique le Secrétaire Général des Nations-Unies, dans un message à l'approche de la Journée internationale de l'air pur pour des ciels bleus, célébrée le 7 septembre de chaque année. M. Guterres souligne par ailleurs, qu'"il est possible d'arrêter ce tueur silencieux qu'est la pollution". Pour le chef de l'ONU, l'investissement dans l'air pur appelle une action de la part des gouvernements et des entreprises, qui doivent abandonner progressivement les combustibles fossiles, renforcer la surveillance de la qualité de l'air, appliquer les normes de qualité de l'air, stimuler le recours aux énergies renouvelables, et mettre en place des modes de transport et des systèmes de gestion des déchets durables, entre autres. Dans le même temps, ajoute-il, "les organisations de développement, les institutions financières et les associations philanthropiques peuvent réorienter leurs ressources financières vers les technologies d'assainissement de l'air afin de s'attaquer à la triple crise planétaire". La pollution atmosphérique est un problème mondial qui, de par sa propagation à longue distance, a des répercussions de portée considérable et, faute d'intervention énergique, le nombre de décès prématurés causés par la pollution de l'air ambiant pourrait augmenter de plus de 50 % d'ici à 2050, selon l'ONU.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

Mercuriale

وزارة التجارة وتربية الصادات
MINISTRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 03 سبتمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, daté: 03 Septembre 2024

Produits		Prix du détail ¹			المنتجات
		DA / Kg	معدل	أعلى	
			مoyenne	Maximum	المنتج
Légumes frais	Pomme de terre	87	108	65	البطاطا
	Tomate	61	72	51	الطماطم
	Oignon sec	42	49	36	البصل الجاف
	Ail sec	379	442	316	الثوم الجاف
	Carotte	76	85	66	الجزر
	Navet	103	114	92	لفت
	Poivron	100	113	88	الفلفل الاخضر
	Piment	120	138	102	الفلفل الحار
	Courgette	108	121	95	الكوسة
	Haricot vert	188	209	167	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	118	132	104	الخس
	Pomme locale	392	506	278	التفاح المحلي
	Datte	559	674	443	النمر
	Melon	101	114	88	البطيخ الاصفر
	Pastèque	81	91	71	البطيخ الاحمر
	Poire	377	449	304	الإجاص
	Raisin	214	281	146	العنب
	Banane	457	471	442	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1790	1932	1649	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	454	466	441	الدجاج
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)



Election
présidentielle **07/09/2024**



Fin de la campagne et début du silence électoral

La campagne électorale pour l'élection présidentielle du 7 septembre a pris fin, hier mardi, laissant place à une période de silence électoral de trois jours, lors de laquelle il est interdit aux candidats d'exercer toute activité électorale.

La campagne qui a débuté le 15 août dernier, s'est déroulée dans de bonnes conditions sur les plans organisationnel et sécuritaire grâce aux mesures logistiques et aux moyens mobilisés par l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) pour la réussite de cet événement important. A l'expiration du délai légal de la campagne, la période de silence électoral s'imposera à tous les candidats à partir de mardi à minuit jusqu'au jour du scrutin, conformément aux dispositions de la loi organique relative au régime électoral. La loi stipule que "nul ne peut, par quelque moyen et sous quelque forme que ce soit, faire campagne en dehors de la période prévue". Il est interdit, au cours de cette période, de "publier ou de diffuser des sondages d'opinions et d'intentions de vote dans les 72 heures précédant la date du scrutin sur le territoire national et cinq (5) jours avant la date du scrutin pour la communauté nationale établie à l'étranger". Pendant vingt jours, les trois candidats à l'élection présidentielle, à savoir le candidat du Front des forces socialistes (FFS), M. Youcef Aouchiche, le candidat indépendant, M. Abdelmadjid Tebboune et le candidat du Mouvement de la société pour la paix (MSP), M. Abdelaali Hassani Cherif, ont fait campagne dans le respect strict des règles éthiques de la pratique politique. La campagne électorale a été marquée par une concurrence loyale entre les candidats, leurs représentants et leurs partisans. Des discours réalistes ont été adoptés sur la base de programmes électoraux promus à travers divers moyens de

communication à l'instar des meetings, des activités de proximité, des interventions à travers les médias audiovisuels et écrits, outre les différents réseaux sociaux. De leur côté, les médias nationaux ont assuré, selon plusieurs observateurs, la couverture de la campagne électorale avec professionnalisme et objectivité, sans parti pris. Aucun dépassement n'a été enregistré à ce propos par l'ANIE ou l'Autorité nationale indépendante de régulation de l'audiovisuel. La campagne électorale a vu une interaction populaire augurant d'une large participation le jour du scrutin dans un nouveau chapitre de pratique démocratique soutenue par un arsenal juridique interdisant tout usage de l'argent sale dans le processus électoral, garantissant la transparence et l'intégrité du processus électoral. Après un démarrage calme, le rythme de la campagne électorale s'est accéléré ces der-

niers jours, les candidats cherchant à mettre en avant tous leurs atouts ainsi que les points forts de leurs programmes électoraux. Sous le slogan "Vision pour demain", le candidat Youssef Aouchiche a présenté son programme visant à "donner la parole au peuple pour choisir ses représentants au sein des assemblées élues et à l'impliquer dans toutes les décisions cruciales du pays", s'engageant à établir "une structure économique basée sur l'efficacité et la transparence, renforçant le caractère social de l'Etat et soutenant les catégories vulnérables". De son côté, le candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune, et à travers son programme électoral sous le slogan "Pour une Algérie victorieuse", s'est engagé à poursuivre les réalisations et les réformes visant à parachever l'édification de l'Algérie nouvelle à travers un second mandat présidentiel "économique par excellence" dans le

but de construire un "Etat moderne à la hauteur des aspirations des citoyens", tout en s'engageant à soutenir le pouvoir d'achat, à combattre le chômage et à renforcer la place des jeunes dans les assemblées élues. Sous le slogan "Opportunité", le candidat Hassani Cherif a promis aux Algériens d'"opérer le changement" pour construire "un pays émergent stable et prospère", s'engageant dans son programme électoral à construire "une économie sociale basée sur une répartition juste de la richesse, en accordant un intérêt particulier à l'agriculture, à l'industrie et au commerce". Les discours des candidats ont souligné l'importance de la prochaine élection présidentielle pour dessiner les contours futurs du pays dans un contexte régional en mutation, appelant à une large participation du peuple algérien à ce rendez-vous pour préserver l'unité et la stabilité du pays.

COMMUNAUTÉ NATIONALE ÉTABLIE EN TUNISIE

Forte affluence aux bureaux de vote au 2e jour du scrutin

Les membres de la communauté nationale en Tunisie continuent d'affluer fortement aux trois centres de vote afin d'exprimer leurs voix pour la Présidentielle du 7 septembre. Dans une déclaration à l'APS, le Consul d'Algérie à El-Kef, Mustapha Boudib, a mis en avant, mardi au 2e jour du vote, la "forte affluence" des membres de la communauté nationale aux bureaux de vote. Affirmant que "l'opération se déroule dans de bonnes conditions", le Consul a relevé la "forte

réactivité des citoyens pour l'accomplissement du devoir électoral". "Nous prévoyons une affluence plus forte dans les prochains jours du scrutin qui se poursuivra jusqu'au 7 septembre 2024", a-t-il assuré. De son côté, le délégué de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Nasreddine Dakhli, a mis l'accent sur "l'affluence considérable de la communauté nationale en Tunisie aux trois centres", prévoyant "un fort afflux aux bureaux de vote après les heures de travail". Il a, égale-

ment, a indiqué que la communauté "est profondément consciente de l'importance de cette échéance présidentielle quant au renforcement du processus électoral et à la consolidation de la démocratie à travers une participation populaire massive". En Tunisie, près de 16.000 électeurs sont répartis sur trois (3) centres de vote sis au Consulat général à Tunis (10.134) et aux Consulats d'El Kef (3.278) et de Gafsa (1.917), outre les bureaux fixes et itinérants. Le corps électoral de la communauté

nationale à l'étranger compte 865.490 électeurs (45% de femmes et 55% d'hommes), et 15,43% du total du corps électoral à l'étranger ont moins de 40 ans, selon les statistiques de l'ANIE. L'ANIE se charge de l'enca-drement du corps électoral à l'étranger à travers 117 commissions réparties en 22 dans les pays arabes, 18 en France, 30 commissions dans le reste des pays européens, 21 dans les pays africains et 26 en Asie et en Amérique.

Le vote se poursuit dans de bonnes conditions à Francfort

Le vote pour la Présidentielle du 7 septembre se poursuit, mardi, dans la circonscription électorale de Francfort (Allemagne) dans de "bonnes conditions" avec une affluence en hausse au niveau des cinq bureaux de vote et un pic attendu pour vendredi et samedi, selon le consul général d'Algérie à Francfort. Dans une déclaration à l'APS, M. Farid Benoudina a précisé que l'affluence des électeurs au niveau des bureaux de vote de Francfort, Bonn, Stuttgart, Munich et Hanovre, au deuxième jour du scrutin, "est en constante hausse", s'attendant à un pic vendredi et samedi. A noter que la circonscription électorale de Francfort compte

11.890 électeurs. Soulignant que la sensibilisation de la communauté algérienne en Allemagne à l'importance de l'accomplissement du devoir électoral avait commencé immédiatement après la convocation du corps électoral par le président de la République, le consul général a précisé que, dans ce cadre, "300 jeunes ayant atteint l'âge de 18 ans ont été contactés directement pour être sensibilisés à l'importance de l'inscription sur les listes électorales" car, a-t-il dit, "beaucoup d'électeurs ignorent que l'inscription sur les listes électorales n'est pas automatique". Il a, à cet égard, fait savoir que l'Autorité nationale indépendante des élections

(ANIE) avait autorisé les représentations diplomatiques algériennes à l'étranger à permettre aux citoyens de déposer leurs demandes d'inscription sur les listes électorales tout au long de l'année en prévision de leur intégration lors des révisions périodiques et exceptionnelles de ces listes. Il a, par ailleurs, rappelé que les autorités allemandes avaient approuvé, pour la première fois, l'ouverture de bureaux de vote en dehors des représentations diplomatiques de l'Algérie. Une mesure qui facilite l'opération pour les électeurs, qui n'ont pas à parcourir de longues distances pour pouvoir voter, s'est-il réjoui.

Bengrina appelle à un vote massif en faveur d'Abdelmadjid Tebboune

Le président du Mouvement national El-Bina, Abdelkader Bengrina, a appelé, mardi à Tissemsilt, à voter en faveur du candidat indépendant à la présidentielle du 7 septembre, M. Abdelmadjid Tebboune, "pour lui permettre de parachever le processus des réformes". Animant une activité de proximité dans les communes de Lardjam et Bordj Bounaâma de cette wilaya, dans le cadre du 20e et dernier jour de la campagne électorale, M. Bengrina a souligné que son parti a décidé de soutenir M. Abdelmadjid Tebboune "car les circonstances prévalant en Algérie nécessitent de le faire pour parachever le processus des réformes, renforcer le pays et le protéger contre les risques qui le guettent". M. Bengrina a estimé que le candidat indépendant, M. Abdelmadjid Tebboune, "est l'homme de la conjoncture pour diriger le pays, d'où le devoir de tout un chacun d'œuvrer à convaincre les citoyens sur l'importance d'une forte participation à ces élections et pour voter en sa faveur". Après avoir écouté différentes préoccupations des citoyens, leurs avis et aspirations, notamment les jeunes, M. Bengrina a insisté "sur l'engagement du candidat indépendant, M. Abdelmadjid Tebboune, à réaliser le développement global dans toutes les régions du pays, ce qui se reflétera positivement sur les citoyens

ORAN

682
exploitations
accordées à
l'électricité
depuis 2022

La Direction de distribution d'Es-Senia de la société "Sonelgaz" a raccordé pas moins de 638 exploitations agricoles à l'électricité, depuis le lancement des facilités adoptées par la société concernant l'annulation de la condition de paiement à l'avance, en 2022, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de cette entreprise. La concrétisation de ce programme de raccordement, qui vise à dynamiser le secteur agricole, a atteint 90%, soit 638 exploitations agricoles raccordées à l'énergie électrique à Oran, Benfreha, Boutlelis, Mers El Hadjadj, Oued Tielat, El Kerma, Hassi Benokba, Taфраoui, Boufatis, El Braya, Aïn El Kerma, Aïn El-Turck, Misserghine et Boutlelis, selon la même source. "Toutes les demandes des agriculteurs reçues par la Direction de distribution d'Es-Senia ont été prises en charge à travers son couloir vert, ouvert pour faciliter les procédures de raccordement", selon la même source qui a souligné que le programme a permis de raccorder des dizaines d'exploitations pilotes. La même source a expliqué que la Direction de distribution d'Es-Senia a également raccordé 50 entreprises économiques et mis en œuvre d'autres projets de raccordement stratégiques, qui ont touché les zones industrielles, les zones d'activité et les stations de pompage d'eau, ajoutant que plus de 24 projets d'habitat (équivalent à 12.000 logements) ont été, par ailleurs, raccordés aux réseaux d'électricité et de gaz.

AIN DEFLA

Réhabilitation des routes en cours de réalisation

Plusieurs projets d'entretien, de renforcement et de réhabilitation du réseau routier de la wilaya d'Ain Defla sont en cours de réalisation, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale des travaux publics.

Des opérations de renforcement et d'entretien des routes nationales et des chemins de wilaya ont été récemment lancées à Ain Defla, a indiqué à l'APS le responsable du service d'entretien et de l'exploitation des infrastructures de base, Mahdada Hicham, soulignant qu'un important budget a été mobilisé par les pouvoirs publics pour concrétiser ces projets. Il a ajouté que trois opérations inscrites pour l'exercice 2024, concernaient les travaux de renforcement de la route nationale (RN) 65 sur 4 km au niveau de la localité de Souk El Tenine dans la commune de Tacheta Zougagha, l'entretien des chemins

de wilaya et l'entretien du réseau des routes nationales, pour un montant de global de 910 millions DA. Pour l'entretien des chemins de wilaya, les travaux vont s'effectuer sur un linéaire de 23 km, et le taux d'avancement de la réalisation a atteint près de 60%, a précisé le responsable. Concernant l'entretien des routes nationales, il a fait savoir que les travaux concernent l'installation de la signalisation et la réalisation de cinq ouvrages d'art, indiquant que sept lots de l'opération sont achevés et trois autres sont en cours de réalisation. D'autres projets sont en cours de réalisa-

tion notamment le traitement d'un glissement sur la RN 4 au niveau du col Condec et une opération de renforcement du même tronçon routier entre la ville de Boumedfaa et la wilaya de Blida, outre l'entretien de la RN 14 sur 1.5 km à Adja dans la commune de Khemis Miliana, selon la même source. Par ailleurs, la réhabilitation du chemin de wilaya n 3 sur une longueur de 6 km, entre les communes de Mekhatria et El Amra est en cours, a-t-il noté, indiquant que l'objectif de la direction des travaux publics est d'achever les projets avant le 31 décembre prochain.

MÉDÉA

Mise en service de trois forages au sud de la wilaya

Trois forages réalisés au champ captant de Berrine (Djelfa) et destinés à améliorer l'alimentation en eau potable des localités de Médéa ont été mis en service, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale des ressources en eau. Les trois forages font partie d'un projet de réalisa-

tion de cinq forages au champ captant de Berrine d'où sont alimentées depuis des années plusieurs communes du sud de Médéa et qui ont été mis en exploitation dimanche soir après des essais techniques concluants, a fait savoir le directeur des ressources en eau, Nassereddine Bechani.

L'alimentation en eau potable des foyers des communes de Ksar-El-Boukhari, Ain-Boucif, Chellalet-El-Adhaoura, Taфраoute, El-Aouinet, OuledMaaref et Kef-Lakhdar sera renforcée grâce à ce projet, a-t-il indiqué. Un apport supplémentaire de l'ordre de 4500 M3/jour d'eau

est assuré par les trois forages mis en exploitation, a ajouté Bechani, précisant que l'entrée en service des deux autres forages qui sont en cours de réalisation, va augmenter le volume d'eau destiné à ces communes et sécuriser ainsi leur alimentation en eau potable.

DJELFA

Lancement du raccordement de 133 exploitations agricoles au réseau électrique

Les travaux de raccordement au réseau électrique de 133 exploitations agricoles dans les communes de Lakhmis et El Guernini, au nord de Djelfa, ont été lancés lundi par les autorités locales. Ces travaux porteront sur le raccordement au réseau électrique de 59 exploitations agricoles dans la région d'El Kherba, commune de Lakhmis, et de 47 autres dans les régions de Griguer et Midouna, commune d'El Guernini, selon les explications fournies au wali Ammar Ali Bensaâd qui y effectuait une visite de travail. Affectés d'une enveloppe de plus de 422 mil-

lions de DA, ces projets dont les délais de réalisation ne dépasseront pas les six (6) mois, portent sur la réalisation d'un réseau électrique de 92 km de long et l'installation de 33 postes transformateurs. "L'objectif principal de ces projets est d'accompagner les agriculteurs en leur assurant l'électricité nécessaire pour promouvoir les activités agricoles, tout en améliorant les conditions de vie des citoyens, comme stipulé dans les programmes de développement de l'Etat", a souligné le responsable de la direction de distribution de l'électricité et du gaz, Abdelhakim Louadfel.

La visite de travail du wali a été aussi l'occasion pour la mise en service partielle du projet de raccordement de la région "Oukate", commune d'El-Guernini, au réseau d'électricité. Affecté d'une enveloppe globale de plus de 187 millions DA et ciblant au total 51 agriculteurs, ce projet a profité dans une première étape à 33 agriculteurs. Les autorités locales ont également donné le coup d'envoi d'autres projets de raccordement de nombre de cités d'habitations à l'électricité et au gaz, dans la wilaya déléguée d'Ain Ouessara.

BLIDA

Entrée en service d'un nouveau système d'arrosage des espaces verts

Un nouveau système d'arrosage des espaces verts par micro-irrigation, en utilisant les eaux épurées, est entré en exploitation dans la wilaya de Blida, a-t-on appris, lundi, de la direction locale de l'hydraulique et des ressources en eau. Ce nouveau système d'arrosage goute à goute, avec des eaux épurées au niveau de la Station d'épuration des

eaux usées de Beni Merad, est entré en exploitation, dimanche soir, au niveau des espaces verts attenants à l'axe Beni Merad-Boufarik-Beni Tamou de l'autoroute Est-Ouest, a indiqué le directeur du secteur, Abdelkrim Al-louche. Dans une première étape, ce système d'arrosage, mis en place pour une enveloppe de 60 millions DA, a été mis

en œuvre tout au long de la bande verte longeant l'autoroute Est-Ouest, avant sa généralisation progressive aux espaces verts des localités de Bougara, Boufarik, Blida, Beni Tamou et Beni Merad, a-t-il ajouté. Concrétisé en six (6) mois, ce projet a porté sur la mise en place d'un système d'irrigation goutte à goutte sur un linéaire de 20.000 m, et d'une sta-

tion de pompage, a précisé M. Al-louche. Il a souligné que cette opération est de nature à maintenir la verdure des espaces et à donner un aspect esthétique aux routes de la wilaya, tout en exploitant les eaux épurées dans l'arrosage des espaces verts, et partant, contribuer à la valorisation des eaux usées et à l'économie de l'eau.

LE SECTEUR FINANCIER À LA CROISÉE DES CHEMINS DANS LES MARCHÉS ÉMERGENTS

Face aux risques climatiques et aux déficits de financement, il faut agir

Un nouveau rapport de la Banque mondiale révèle que dans les marchés émergents et les économies en développement (EMDE), les prêts accordés par les banques pour des investissements climatiques représentent moins de 5 % de leurs portefeuilles cumulés, et que plus d'une banque sur quatre ne propose aucun financement en faveur du climat.

Ce constat est lourd de conséquences, car les banques dominent le secteur financier dans les pays en développement, tandis qu'il est plus diversifié dans les économies avancées. Sachant que le changement climatique devrait avoir un impact significatif sur les perspectives économiques et les résultats du développement dans les EMDE, il nécessite des investissements bien plus importants qu'actuellement. Les banques de ces pays devraient donc jouer un rôle plus important pour combler le déficit de financements climatiques. « Les marchés émergents et les économies en développement sont caractérisés par d'importants déficits de financement dans les investissements sobres en carbone et résilients au changement climatique. Il nous faut intensifier l'action climatique et mobiliser l'investissement privé, explique Axel van Trotsenburg, directeur général senior de la Banque mondiale chargé des politiques de développement et des partenariats. Cela nécessite des efforts collectifs et le secteur bancaire occupe une place indispensable dans ce processus de transition. Il peut en effet jouer un rôle déterminant pour le financement d'une trajectoire de développement verte, bas carbone et durable. »

Dans le monde entier, les autorités bancaires testent de nouvelles stratégies pour soutenir le financement de la lutte contre le changement climatique, sans transiger sur les impératifs que sont la stabilité du secteur financier et l'inclusion des personnes qui n'y ont peu ou pas accès. Afin d'accroître le volume de « prêts climatiques », le rapport souligne notamment la fonction essentielle des taxonomies vertes et durables, un système de classification qui détermine les activités et investissements propres à mener les pays vers des objectifs environnementaux ou autres spécifiques. Aujourd'hui toutefois, l'adoption de ces taxonomies ne concerne que 10 % des EMDE, contre 76 % des économies avancées. « L'adaptation est sous-financée : dans les marchés émergents et les économies en développement (hors Chine), seuls 16 % des financements domestiques et internationaux sont consacrés à l'adaptation. Et de cette petite proportion, 98 % proviennent soit de fonds publics, soit de financements d'aide, souligne Pablo Saavedra, vice-président de la Banque mondiale pour le pôle Prospérité. Au-delà de l'augmentation du financement climatique par les banques, la réduction de ce déficit suppose qu'il y ait de grands marchés des capitaux et

de l'assurance dans les pays en développement pour financer sur le long terme des infrastructures essentielles résilientes au climat. Et il est tout aussi important d'améliorer l'accessibilité financière pour tous, en particulier les groupes vulnérables. » Intitulé en anglais Finance and Prosperity 2024, le rapport est le premier d'une future série annuelle conçue pour analyser les évolutions et les vulnérabilités du secteur financier dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Cette édition approfondit deux sujets : le lien entre banques et dettes souveraines, et l'enjeu climatique pour le secteur bancaire. À partir de nouvelles données, le rapport met en évidence des divergences dans la résilience et la stabilité des secteurs financiers. Selon l'analyse de 50 pays — ce qui représente 93 % du total des actifs bancaires dans les EMDE —, 30 % des secteurs financiers de ces pays seront exposés à des risques importants dans les douze prochains mois. En effet, dans la majorité de ces pays, il n'existe pas de cadre politique adapté ni de capacités institutionnelles suffisantes pour relever les défis de la stabilité financière. Le rapport attire également l'attention sur le poids excessif de la dette publique dans les

avoirs des banques nationales. C'est là un talon d'Achille pour certaines économies, en particulier celles dont les politiques macroéconomiques sont moins rigoureuses et qui sont en butte à des problèmes de viabilité de leur dette publique. Ainsi entre 2012 et 2023, l'exposition des banques à la dette publique a augmenté de plus de 35 %. Le rapport recommande aux pays d'accroître les réserves des banques bien en amont, de renforcer l'efficacité des filets de sécurité financière, de réaliser des tests de résistance et de mettre en place toute une série d'outils essentiels. Parmi ces outils, citons de solides mécanismes de gestion de crise interinstitutions, une aide d'urgence pleinement opérationnelle en cas de crise de liquidité, des cadres de résolution de défaillance bancaire robustes et des systèmes de garantie des dépôts correctement financés, afin de réduire la probabilité de tensions financières et de répercussions sur l'ensemble de l'économie. En outre, les pays en développement devraient envisager d'introduire des exigences de divulgation de l'exposition des banques à la dette publique afin d'inciter celles-ci à une plus grande prudence face au risque et de favoriser la discipline de marché.

Source : Banque mondiale

PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE

Sur l'économie, Trump a tout faux

Le programme économique proposé par Donald Trump ferait plus de mal que de bien à l'économie américaine. Qu'il s'agisse des questions commerciales, migratoires, budgétaires ou monétaires, les prises de position de Donald Trump risquent de nuire à l'économie américaine. Une réélection de Donald Trump n'entraînerait pas nécessairement une crise économique à court terme, mais affaiblirait probablement les perspectives futures pour l'économie américaine.

Hausse des Droits de douane : inefficace pour combler le déficit commercial

La proposition de Donald Trump de combler le déficit commercial américain en augmentant les droits de douane n'est pas pertinente. Donald Trump propose de taxer l'ensemble des importations américaines à hauteur de 10 % et de porter à 60 % les droits de douane sur les importations chinoises, ce qui serait contre-productif. En effet, il en résulterait une appréciation du dollar qui viendrait compenser l'effet de ces droits de douane. Le résultat final serait vraisemblablement une hausse des prix pour les consommateurs et une perte d'efficacité pour l'économie américaine. Une hausse des droits de douane conduirait à une appréciation du dollar. L'idée de Donald Trump semble évidente : en taxant les importations, il donne un avantage à l'industrie américaine ce qui permettrait, via une baisse des importations, de combler le déficit commercial. Pourtant, une telle mesure pousserait le dollar à la hausse pour deux raisons principales : la baisse des importations (à court terme) diminuerait la demande de devises étrangères de la part des États-Unis, donc

pousserait le reste des devises à la baisse par rapport au dollar, de plus la hausse des droits de douane entraînerait une hausse des prix à la consommation qui conduirait la Fed à augmenter ses taux, donc à rendre les placements en dollar plus attractifs. Cette appréciation du dollar rendrait l'économie américaine moins compétitive à l'exportation, annulant l'effet positif attendu des droits de douane. Notons également que cette mesure entre en contradiction frontale avec l'idée avancée en parallèle par Donald Trump de pousser le dollar à la baisse (sans qu'il ait précisé comment il comptait exactement y parvenir) afin de réduire le déficit commercial américain. Le consommateur finit par payer les droits de douane. Une hausse des droits de douane signifie une hausse des coûts, qui est logiquement répercutée dans le prix de vente. À l'arrivée, elle se traduit par une taxe à la consommation qui pèse avant tout sur le consommateur final, et non par une baisse des prix consentie par les fournisseurs étrangers, comme l'a montré l'expérience des droits de douane mis en place par Donald Trump sur les biens chinois en 2018 - 2019.

Les droits de douane réduiraient l'efficacité de l'économie américaine

Le but du commerce international n'est pas nécessairement de dégager un excédent commercial. D'ailleurs, le déficit commercial américain ne traduit pas une faiblesse de l'économie américaine, mais plutôt le choix fait par ce pays de peu épargner (qu'il s'agisse des ménages ou de l'État, comme l'indique le déficit public élevé). Le but du commerce international est de localiser la

production des biens et services là où elle est la plus productive, donc la moins chère ; en d'autres termes, le commerce international sert à acheter aux autres ce qu'ils produisent avec un rapport qualité-prix plus avantageux. Une hausse des droits de douane, à plus forte raison si elle n'est pas concertée avec les autres pays, risque de conduire à une localisation de la production en fonction de considérations politiques et tarifaires, et donc de diminuer la productivité moyenne de l'économie américaine (ainsi que celle des autres pays).

Immigration : Les États-Unis pourraient se tirer une balle dans le pied

Les propositions de Donald Trump contre l'immigration pourraient se révéler contre-productives pour l'économie américaine. Donald Trump a durci son discours contre l'immigration, allant jusqu'à parler de créer des camps de détention et de mener des déportations massives afin que les immigrants cessent « d'empoisonner le sang du pays ». Il accuse notamment les immigrants de prendre le travail des Américains natifs, une déclaration qui ne se vérifie pas dans les faits puisque les créations d'emplois pour les Américains natifs ont été très soutenues et que leur taux de chômage se situe à un plus bas historique. En réalité, les flux entrants d'immigration ont augmenté la population active et la croissance économique du pays. Réduire l'immigration ne ferait en rien baisser le taux de chômage, et reviendrait à diminuer la population en âge de travailler, donc la croissance potentielle du pays. Baisse d'impôts : pas le moment adéquat Donald Trump propose des baisses d'impôts importantes, mais qui ne semblent pas

correspondre aux besoins actuels de l'économie américaine. Sans surprise, Donald Trump souhaite réduire fortement les taxes supportées par les ménages et les petites entreprises. Les détails de ces baisses d'impôts ne sont pas exactement connus, mais, parmi les précisions avancées, Donald Trump a déclaré vouloir prolonger les baisses d'impôts décidées lors de son premier mandat (qui devraient arriver à échéance en 2025) ou encore supprimer la taxe sur les pourboires (une mesure également proposée par Kamala Harris). Quelles que soient les modalités exactes, la politique budgétaire probablement expansionniste de Donald Trump pose deux problèmes. L'État doit utiliser son budget pour soutenir l'économie quand elle est en crise. Actuellement, avec un taux de chômage inférieur à 4 %, le moment n'est pas venu pour mener des politiques coûteuses de soutien à l'activité qui risquent, dans un contexte de plein emploi, de se traduire notamment par une hausse des prix ou des importations. Les États-Unis s'endettant dans leur propre monnaie, il est donc peu probable qu'ils connaissent dans le futur un scénario de crise de la dette publique similaire à la Grèce (que le dollar soit la monnaie de référence mondiale ne change pas le fond du sujet à ce niveau). Cependant, le niveau du déficit public américain commence par poser question : en 2023, une année de croissance dynamique et de plein emploi aux États-Unis, le déficit public a été supérieur à 6 % du PIB, un niveau que l'on attendrait plutôt en période de récession.

Source : La Tribune

BAHREÏN

**Introduction
d'une taxe sur les
bénéfices des
multinationales**

Le Bahreïn a annoncé l'introduction d'une taxe sur les bénéfices des multinationales à partir de 2025, une première dans le royaume du Golfe. La mesure, qui entrera en vigueur le 1er janvier 2025, "vise à garantir que les multinationales payent une taxe minimum de 15% sur les profits générés" dans le pays, conformément aux standards de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), a indiqué dimanche soir l'agence nationale d'information bahreïnie (BNA). Cette taxe s'appliquera à toutes les compagnies dont les revenus mondiaux dépassent les 750 millions d'euros", a-t-elle précisé. En 2021, plus de 130 pays ont convenu d'introduire un taux d'imposition mondial minimum de 15%, sous l'égide de l'OCDE, afin de mettre fin à la recherche de taux bas par les grandes entreprises. Pays producteur de brut, Bahreïn cherche à diversifier ses sources de revenus. Certains pays de la région dont Oman et le Koweït appliquent déjà un taux d'imposition de 15% sur les sociétés étrangères.

TURQUIE

**L'inflation ralentit
à 52% sur un an
en août**

L'inflation a ralenti à 52% sur un an en août en Turquie, contre 61,8% en juillet, selon les chiffres officiels publiés mardi. La hausse des prix à la consommation, alimentée par la dépréciation de la livre turque, s'est établie à 2,5% sur un mois. La flambée continue des prix concerne tout particulièrement l'éducation (+120,8%), le logement (+101,5%) et l'hôtellerie et restauration (+67,7%), selon l'institut statistique turc. Selon une enquête de la banque centrale turque auprès des investisseurs, l'inflation s'élèvera à 43,3% fin 2024. Cette dernière était passée de 38,2% en juin 2023 à 75,45% en mai dernier, avant d'entamer un ralentissement. Pour tenter de briser la spirale inflationniste, le gouvernement turc n'a pas relevé le salaire minimum (450 euros environ) au 1er juillet, contrairement à ce qu'il avait fait les deux années précédentes.

SUBVENTION DES CARBURANTS EN TUNISIE

Entre fardeau budgétaire et nécessité de réformes

La Tunisie consacre une part significative de ses ressources financières à la subvention des hydrocarbures, une politique qui, si elle soutient l'économie et les ménages, pèse lourdement sur le budget de l'État.

À fin juin 2024, environ 73 % des dépenses de subvention, inscrites dans le budget de l'État pour l'année en cours, étaient destinées au secteur des hydrocarbures, une situation de plus en plus intenable. Les appels à une réforme de cette politique se multiplient, mais toute transition doit être menée avec précaution pour éviter de pénaliser les citoyens, notamment ceux issus de la classe moyenne.

Un fardeau budgétaire croissant

Avec un total de 11.337 millions de dinars alloués aux subventions pour l'année 2024, la Tunisie a prévu une somme légèrement inférieure à celle de l'année précédente, qui était de 11.475 millions de dinars. Sur ce montant, 7.086 millions de dinars sont spécifiquement destinés au soutien des

hydrocarbures, contre 3.591 millions de dinars pour les produits de première nécessité et 660 millions de dinars pour le secteur des transports. Ces chiffres soulignent la priorité accordée à l'énergie fossile, ce qui alourdit la charge financière de l'État.

Le coût élevé des subventions aux carburants expose également le budget de l'État aux variations des prix mondiaux du pétrole, augmentant ainsi le risque financier pour le pays. À mesure que les prix de l'énergie fluctuent, les dépenses publiques consacrées aux subventions peuvent augmenter de manière imprévue, exacerbant les déficits budgétaires et alourdissant la dette publique. Cette situation crée un cercle vicieux où l'État est contraint de consacrer une part croissante de ses ressources à maintenir des subventions, au détriment d'investis-

sements dans d'autres secteurs cruciaux tels que l'éducation, la santé et les infrastructures.

La nécessité de réformes urgentes

La situation actuelle appelle à des réformes urgentes pour alléger le fardeau budgétaire des subventions. Une réduction progressive et bien planifiée des subventions aux hydrocarbures pourrait libérer des fonds pour d'autres investissements stratégiques, tout en incitant à une utilisation plus rationnelle de l'énergie et en favorisant le développement des énergies renouvelables. Toutefois, les décideurs sont confrontés à un défi de taille : comment procéder à ces réformes sans provoquer une hausse des coûts de la vie, particulièrement pour les classes moyennes et les plus vulnérables?

MAURITANIE

Le patronat prêt pour le programme présidentiel

L'Union Nationale du Patronat Mauritanien se déclare prête à participer à la concrétisation du programme du Président de la République. Le bureau exécutif de l'Union nationale du patronat mauritanien (UNPM) s'est réuni, mercredi, en session ordinaire, sous la présidence de Mohamed Zine El Abidine Ould Cheikh Ahmed, président de l'UNPM. Selon un communiqué dont l'Agence mauritanienne d'Information a reçu une copie, le Bureau a discuté de l'actualité du moment dans le pays, à la lumière des

élections présidentielles du 29 juin qui ont abouti à la réaffirmation de la confiance du peuple mauritanien au Président de la République Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani pour un second mandat. Le Bureau exécutif a félicité Son Excellence le Président de la République M. Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani pour cette confiance bien méritée qui permettra de mettre en œuvre l'ambitieux programme que Son Excellence a présenté au peuple mauritanien. L'UNPM a également félicité le peuple mauritanien pour le climat de tranquillité, l'es-

prit de compétition démocratique, l'intégrité et la crédibilité dans lesquels le processus électoral s'est déroulé et dont le monde a été témoin, saluant le rôle des autorités de sécurité dans le maintien du climat de sécurité et de tranquillité qui a permis le bon déroulement des élections et la protection des vies et des biens. Dans sa déclaration, l'UNPM a exprimé sa disposition à accompagner les autorités publiques dans la mise en œuvre du programme électoral du Président de la République, précisant qu'il contient une vi-

sion objective et globale qui sert le pays et le citoyen et conduit au développement économique et social du pays. Le secteur privé jouera pleinement son rôle dans la réalisation de l'autosuffisance alimentaire, le développement d'une industrie manufacturière créatrice de valeur ajoutée et d'opportunités d'emploi, et contribuera, avec le gouvernement, à transformer le programme du Président de la République en une réalité au service des aspirations du peuple mauritanien au développement, au progrès et à la prospérité.

EGYPTE

Lancement de la 1^{re} néobanque au 4e trimestre 2024

D'ici fin 2024, l'Egypte lancera One Bank sa première banque 100% digitale, rendue possible grâce au feu vert de la Banque centrale (CBE) à l'Egypt Digital Innovation Company, filiale de la Banque Misr. Mais avant le lancement définitif, une dernière étape administrative reste à franchir. Cette annonce a été faite par le Centre d'information et de soutien à la décision (IDSC) du gouvernement égyptien, dans un rapport au titre évocateur : « Néobanques : le chemin vers une inclusion financière renforcée ». Un document qui détaille les avancées du pays sur le chemin des banques numériques et les perspectives pour les néobanques. Ces banques numériques sont des ins-

titations fintech qui proposent des services comparables à ceux des banques traditionnelles, à ceci près qu'elles n'ont pas de présence physique. Toutes les opérations, de l'ouverture de compte au transfert d'argent, en passant par le paiement de factures, se déroulent en ligne ou via des applications mobiles. Pour obtenir l'approbation de la CBE, One Bank a dû répondre à des exigences strictes en matière de licence imposées par l'autorité de régulation. Ces exigences comprennent notamment un capital social minimum de 2 milliards EGP (environ 64 millions \$), avec une augmentation à 4 milliards EGP (environ 129,6 millions \$) dans les cas où des financements sont accordés à de grandes entreprises. De

plus, l'actionnaire majoritaire doit être une institution financière disposant d'une solide expérience dans des activités similaires et détenant au moins 30% du capital total. L'arrivée de One Bank prévue pour le 4e trimestre 2024 intervient à un moment où le marché financier en Egypte connaît une demande croissante pour des solutions bancaires numériques. Ces dernières années, le pays a opté pour l'inclusion financière. Le rapport souligne que ces efforts font partie d'une stratégie plus large, baptisée Stratégie d'inclusion financière 2022-2025, chapeautée par la CBE. L'objectif est d'offrir un accès économique aux services financiers pour tous, dans un cadre formel et inclusif, pour contribuer à une croissance durable. Cette ambition s'inscrit

aussi dans la Vision 2030 du pays pour bâtir une économie plus compétitive et diversifiée. Le rapport de l'IDSC indique que l'Egypte a accéléré la cadence, soldée par un des taux de croissance les plus élevés en matière d'inclusion financière parmi les pays comparables. De 27,4 % en 2016, le nombre d'adultes possédant et utilisant un compte financier a bondi à 70,7 % en 2023, une progression impressionnante de 174 %. Pour soutenir cette dynamique, la CBE a publié, le 12 juillet 2023, un nouveau cadre réglementaire pour encadrer la création et le fonctionnement des banques numériques. Ces règles, inédites dans le pays, ouvrent la voie à la concrétisation de ces nouveaux acteurs financiers.

SELON L'ORGANISATION MÉTÉOROLOGIQUE MONDIALE

Les phénomènes climatiques coûtent 2 à 5% du PIB aux pays africains

Les experts de l'Organisation météorologique mondiale exhortent les pays du continent à accélérer la mise en place de systèmes d'alerte précoce, pour sauver des vies et réduire les impacts négatifs des événements climatiques extrêmes sur l'activité économique.

Les pays africains perdent en moyenne entre 2 et 5% de leur produit intérieur brut (PIB) chaque année à cause des événements climatiques extrêmes comme les vagues de chaleur meurtrières, les fortes précipitations, les cyclones et les épisodes de sécheresse, a souligné l'Organisation météorologique mondiale (OMM) dans un rapport publié ce lundi 2 septembre 2024. Intitulé « State of the Climate in Africa 2023 », ce rapport indique que 2023 a été l'une des trois années les plus chaudes en Afrique sur les 124 dernières années. La température moyenne enregistrée l'an passé sur le continent était supérieure de 0,61°C à la moyenne de la période 1991-2020 et de 1,28°C par rapport à la moyenne de la période 1961-1990. Le continent africain s'est ainsi réchauffé à un rythme de +0,3 °C par décennie entre 1991 et 2023,

soit un rythme supérieur à la moyenne mondiale. Le rapport souligne aussi que les précipitations ont été nettement supérieures à la normale en Angola et dans les zones côtières au nord du Golfe de Guinée durant l'année écoulée, alors que les régions présentant un déficit pluviométrique comprennent la partie ouest de l'Afrique du Nord, la Corne de l'Afrique, une partie l'Afrique australe et Madagascar. Le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, le Nigeria, le Cameroun, l'Éthiopie, Madagascar, la Zambie, l'Angola et la République démocratique du Congo ont connu de graves vagues de sécheresse. Dans le même temps, beaucoup de pays du continent dont la Libye, le Kenya et la Somalie ont enregistré des inondations très meurtrières, l'an passé. Alors que le continent ne contribue qu'à hauteur de 3% aux émissions mondiales de

gaz à effets de serre, l'OMM estime que de nombreux pays africains devraient désormais consacrer jusqu'à 9 % de leur budget à la lutte contre les événements climatiques extrêmes, dont la fréquence et la sévérité ont nettement augmenté ces dernières années. En Afrique subsaharienne, l'adaptation au changement climatique coûtera, selon les estimations de l'organisation, entre 30 et 50 milliards de dollars par an au cours de la prochaine décennie. Pour atténuer l'impact économique et humain des événements extrêmes, qui sont intimement liés au dérèglement climatique, l'OMM appelle les pays africains à investir massivement dans des services météorologiques et hydrologiques publics et à accélérer la mise en place de systèmes d'alerte précoce.

CACAO

Le déficit mondial pour 2023/2024 revu à 462 000 tonnes

Les incertitudes liées à l'approvisionnement en cacao ont mis le marché international sous tension en 2023/2024. Alors que la saison cacaoyère touche à sa fin, les prévisions de récoltes se précisent. L'Organisation internationale du cacao (Icoco) a revu à la hausse ses estimations sur le déficit mondial en fèves pour 2023/2024 à 462 000 tonnes, soit 5,2 % de plus que les précédentes prévisions (439 000 tonnes). Cette annonce faite le 31 août dernier, intervient dans un contexte où la production mondiale de la fève devrait chuter de 14,2 % à 4,3 millions de tonnes en raison de la faiblesse de l'offre en Afrique de l'Ouest, principal foyer de production. Selon les prévisions de l'Icoco, la Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de la fève, devrait récolter finalement 1,74 million de tonnes alors qu'au Ghana, l'offre est attendue à 450 000 tonnes. « Les facteurs tels que des conditions météorologiques défavorables, des arbres âgés, des ravageurs et des maladies [en l'occurrence le Swollen Shoot], ont affecté la production dans les principales zones de culture du cacao au cours de la saison sous revue », souligne le cartel dans son bulletin trimestriel de statistiques. Globalement, les cours du cacao restent encore supérieurs à la moyenne de l'année dernière en raison des contraintes d'approvisionnement persistantes. Le prix du contrat à terme pour livraison en septembre a ainsi clôturé à 9666 \$ sur l'Intercontinental Exchange (ICE) le 30 août dernier restant proche de la barre des 10 000 \$ qui a déjà été dépassée 6 fois en avril dernier et une fois en juin 2024. En 2023, la moyenne des prix était de 4 196 dollars.

AFRIQUE DU SUD

Prêt de 1 milliard \$ de la New Development Bank

Le financement de projets d'eau et d'assainissement s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale sud-africaine de l'eau pour 2030, dans un contexte où plusieurs villes font face à des difficultés d'approvisionnement. Le conseil d'administration de la Nouvelle Banque de Développement (NDB), la Banque de développement des BRICS, a approuvé un prêt de 1 milliard de dollars à l'Afrique du Sud. Dans un communi-

qué publié le 31 août 2024, l'institution indique que ce financement est destiné au développement des infrastructures d'eau et d'assainissement. Ce prêt intervient dans le cadre du programme de « la subvention aux infrastructures municipales (MIG) du gouvernement sud-africain ». « En se concentrant sur l'accès à l'eau et aux services d'assainissement, le programme municipal d'approvisionnement en eau et d'assainissement s'aligne sur le plan di-

recteur national pour l'eau et l'assainissement à l'horizon 2030 de l'Afrique du Sud », indique le communiqué. Le MIG est un programme gouvernemental sud-africain qui a pour but de supprimer les retards dans la réalisation des infrastructures municipales dans les communautés les plus défavorisées pour assurer la fourniture de services de base tels que l'éclairage, l'eau, l'assainissement ainsi que les routes. Pour rappel, l'Afrique du Sud fait

face à des pénuries d'eau dans plusieurs villes notamment à Johannesburg et Pretoria, en raison des infrastructures vieillissantes, des fuites et des ruptures de canalisation. En mars dernier, la population de Johannesburg a été privée d'eau, à la suite d'un incident au niveau de la station de pompage d'Eikenhof affectant l'approvisionnement. A cela se sont ajoutées des pannes de courant qui ont détérioré le remplissage des réservoirs de la ville.

FORUM INDONÉSIE-AFRIQUE

Des accords de 3,5 milliards \$ attendus

En 2018, Jakarta avait signé des accords d'investissement d'une valeur de 600 millions \$ avec plusieurs Etats du continent. Le pays émergent d'Asie du Sud-Est réaffirme son engagement de renforcer la coopération en mettant l'accent sur la santé, l'énergie et les minerais stratégiques. L'Indonésie a annoncé, ce lundi 2 septembre 2024, qu'elle prévoit de signer des accords d'investissement d'une valeur globale de 3,5 milliards de dollars avec des pays africains, lors de

la deuxième édition du Forum Indonésie/Afrique qui se tient du 1er au 3 septembre à Bali. « L'Indonésie signera des accords d'une valeur de 3,5 milliards de dollars avec des pays africains », a déclaré le président indonésien, Joko Widodo (photo), lors de son discours d'ouverture du forum. « Le partenariat entre l'Indonésie et l'Afrique a jusqu'à présent donné des résultats incroyablement concrets, qui ont conduit à une augmentation rapide du volume des échanges et à la si-

gnature de divers accords d'investissement », a-t-il ajouté. Selon un communiqué publié par le ministère indonésien des Affaires étrangères, les accords d'investissement portent, entre autres, sur un projet géothermique qui sera lancé par la compagnie d'électricité indonésienne Perusahaan Listrik Negara et la Tanzania Electric Supply Company (TANESCO), ainsi que sur un projet industriel entre le laboratoire pharmaceutique Bio Farma et la société ghanéenne Atlantic Lifes-

ciences. L'Indonésie cherche également à conclure des accords avec des pays africains dans le secteur de l'exploitation des minerais stratégiques. « Nous espérons devenir un centre de production de matériaux pour les véhicules électriques et leurs batteries. L'Afrique dispose d'un grand nombre de matières minérales, telles que le cobalt, le lithium et le graphite, qui, nous l'espérons, pourront être associées à des activités de coopération au développement », a déclaré

le vice-ministre des Affaires étrangères, Pahala Mansury, lors d'une conférence de presse tenue la veille du forum. Six chefs d'Etat et de gouvernement africains participent à ce Forum Indonésie/Afrique, dont les présidents du Rwanda, du Ghana et du Liberia. Lors de la première édition de ce forum tenue en 2018, Jakarta avait signé des accords d'investissement d'une valeur de 600 millions de dollars avec plusieurs pays du continent.

EXPLOITATION DU BOIS DE KEVAZINGO

Le Gabon assouplit sa réglementation

Au Gabon, le secteur forestier fournit environ 60 % du PIB hors hydrocarbures. Depuis 2010, le pays d'Afrique centrale interdit les exportations de bois sous forme brute pour stimuler la transformation locale et accroître la création de valeur ajoutée dans le secteur. Au Gabon, le gouvernement a approuvé le 31 août dernier en Conseil des ministres, un décret autorisant à nouveau l'exploitation réglementée du bois de Kevazingo. L'exploitation de cette essence forestière était interdite

depuis 2018 par le gouvernement de l'ex-président Ali Bongo, notamment en raison du trafic illégal dont elle fait l'objet. La nouvelle réglementation autorise l'abattage et la transformation de bois du Kevazingo provenant uniquement des concessions forestières aménagées de manière durable. En outre, le gouvernement exige la mise en place d'un système de géoréférencement pour renforcer la traçabilité et un permis CITES (Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages) pour

l'exportation des produits finis. Selon les autorités, cette initiative devrait permettre de favoriser la transformation locale et de stimuler le développement économique des régions forestières tout en créant de nouvelles opportunités d'emploi. « Un mètre cube de Kevazingo scié ou sous forme de grume se vend entre 300 000 FCFA et 800 000 FCFA (506,2 et 1350 \$) ; transformé en meubles, la valeur est multipliée par 100 pour atteindre 30 à 60 millions de FCFA (50 633 et 101 266 \$) », expliquait l'ancien

ministre des Eaux et forêts, Lee White, qui s'exprimait sur les enjeux économiques de l'exploitation du bois de Kevazingo, rapporté par les médias locaux en 2019. Il faut noter que le pays d'Afrique centrale a connu une 2^e année consécutive de baisse de ses expéditions de bois transformé en 2023. En 2021, les expéditions gabonaises de bois sciés et d'ouvrages ont rapporté 487,1 milliards de francs CFA (822 millions \$) de recettes, d'après les données de la Direction générale de la statistique (DGS).

TOURNÉES VERS L'EMPLOI AMÉRICAIN ATTENDU EN FIN DE SEMAINE

Les Bourses mondiales en ordre dispersé

Les Bourses mondiales évoluent en ordre dispersé mardi, attendant le retour des investisseurs américains après un week-end prolongé aux États-Unis et la publication, en fin de semaine, d'un rapport sur l'emploi américain crucial pour la politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed).

En Asie, les indices boursiers évoluaient sans direction commune. À Hong Kong, l'indice Hang Seng était en baisse de 0,32% dans les derniers échanges. Shanghai a cédé 0,29%, seule Shenzhen a avancé de 1,17%. À Tokyo, l'indice vedette Nikkei a terminé stable (-0,04%), bénéficiant du recul de la monnaie japonaise, mais aussi lesté par le secteur des semi-conducteurs notamment à cause des inquiétudes quant aux tensions avec la Chine. Sur le marché des changes, le dollar reculait de 0,54% face à la devise nippone, à 146,12 yens vers 07H30 GMT. L'euro baissait aussi de 0,61% à 161,67 yens et lâchait face au dollar 0,07% à 1,1064 dollar. «Les échanges en Asie ont plutôt montré des tendances à la prise de bénéfices», commente Andreas Lipkow, analyste indépendant. «Les faibles résultats trimestriels de certaines banques et entreprises immobilières chinoises ainsi que du constructeur automobile coréen Hyundai en sont responsables», a poursuivi l'analyste. En Europe, la Bourse de Paris était en petite hausse (+0,20%) vers 07H30 GMT, tandis

que Londres (+0,06%) et Milan (+0,06% également) restaient stables. Francfort, qui a terminé sur un record en clôture lundi, grappillait 0,23%.

Des résultats à paraître sur l'emploi américain

«Après un démarrage calme lundi», en l'absence des investisseurs américains en raison d'un jour férié aux États-Unis (Labor Day), «le calendrier économique s'étoffe avec la publication de l'ISM manufacturier américain mardi», commente Christopher Dembik, conseiller en investissement chez Pictet AM. «Mais ce sont bien les statistiques sur l'emploi de vendredi qui vont être scrutées de près», a-t-il précisé. Si plusieurs indicateurs mesurant la santé du marché de l'emploi seront publiés au cours de la semaine, c'est le rapport sur l'emploi américain de vendredi qui retiendra toute l'attention des investisseurs. «Il s'agit des derniers chiffres concernant ce segment clé de l'économie américaine avant la réunion de la Fed prévue mi-septembre. Sauf surprise de dernière minute, les statistiques devraient

confirmer la possibilité d'une baisse des taux de la Fed de 25 points de base» en septembre, poursuit Christopher Dembik. Le précédent rapport sur l'emploi américain pour le mois de juillet avait déçu les attentes des marchés. Face à un taux de chômage en plus forte hausse qu'anticipé et à un nombre de créations d'emplois moins élevé qu'attendu, le marché a alors craint d'y voir le signal d'un trop fort ralentissement de l'économie américaine et avait très négativement réagi. Le mouvement baissier a ensuite été accentué par des facteurs techniques, mais ce trou d'air a depuis été comblé après la publication de nouvelles données rassurantes.

Rolls-Royce en hausse, les semi-conducteurs nippons en berne, le pétrole dispersé

La compagnie aérienne hongkongaise Cathay Pacific (-0,75% à Hong Kong) a temporairement immobilisé l'ensemble de sa flotte composée de 48 Airbus A350 pour des ins-

pections après une défaillance d'un composant de moteur, fabriqué par Rolls-Royce, dans un vol à destination de Zurich lundi. «Bien que cette nouvelle soulève quelques inquiétudes, notre analyse préliminaire indique que la responsabilité financière pourrait être contenue. Par conséquent, notre opinion positive sur les actions reste inchangée», a écrit un analyste de Deutsche Bank dans une note. À Londres, Rolls-Royce s'envolait de 3,53%. À la cote japonaise, les valeurs liées à l'industrie des semi-conducteurs ont chuté sur fond de craintes d'aggravation des tensions commerciales avec la Chine: Tokyo Electron perdant 1,48%, Advantest 2,25% et Disco Corporation 2,87%. Les cours du pétrole étaient en ordre dispersé vers 07H20 GMT: le baril de Brent de la mer du Nord s'échangeait à 77,37 dollars (-0,19%) et son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) montait de 0,73%, à 74,09 dollars. Le bitcoin était en petite baisse de 0,14% à 58.922 dollars.

BOURSE DE FRANCFORT ET DE ZURICH

Swiss Life confirme ses objectifs, Partners Group manque totalement les siens

En Suisse, l'indice des prix à la consommation reste stable à 107,5 points entre juillet et août. L'inflation sur douze mois est de 1,1%, selon l'Office fédéral de la statistique. Le PIB corrigé des événements sportifs progresse de 0,5% au 2e trimestre 2024, contre 0,3% au trimestre précédent. La Suisse corrige les données du PIB car ces événements, organisés par des grandes organisations sportives internationales basées en Suisse comme la FIFA, l'UEFA et le CIO, génèrent des revenus exceptionnels. Ces revenus, issus principalement de la vente des droits de retransmission et de marque, créent des fluctuations importantes dans le PIB qui ne reflètent pas l'évolution économique réelle du pays. La correction permet donc d'obtenir une image plus précise de la performance économique sous-jacente.

Les variations du jour Swiss Life (+0,8%) : L'assureur-vie affiche des résultats semestriels meilleurs qu'anticipé et confirme ses objectifs financiers. Les primes brutes émises augmentent de 2% à 11,66 milliards de francs suisses. Le résultat d'exploitation progresse de 6% à 883 millions, tandis que le bénéfice net reste stable à 632 millions. Verve Group (+4,4%) : First Berlin Equity Research fixe un objectif de cours à 5,4 euros. L'analyste évoque que les KPI du deuxième trimestre confirment les prévisions. La croissance organique des ventes dépasse les attentes, et l'entreprise bénéficie d'une activité de fusions et acquisitions. Dormakaba Holding (+5,4%) : Le spécialiste de la sécurisation d'accès enregistre une croissance organique de son chiffre d'affaires malgré un bénéfice net en baisse. Le bénéfice net diminue de

7,1% à 82,2 millions de francs suisses. L'Ebitda ajusté augmente de 8,3% à 416,9 millions, avec une marge améliorée à 14,7%. Le chiffre d'affaires totalise 2,84 milliards, en baisse de 0,4%. Partners Group (-7,4%) : Le gestionnaire d'actifs voit ses recettes reculer de 7% à 977 millions de francs suisses au premier semestre. Les commissions liées à la gestion augmentent de 4%, mais celles liées à la performance plongent de 39%. Les coûts opérationnels reculent de 9%, avec une diminution de 12% des coûts du personnel. Le bénéfice opérationnel baisse de 6% à 605 millions, et le résultat net diminue de 8% à 508 millions. Leonteq (+3%) : Le distributeur de produits structurés annonce une collaboration avec Saxo Bank. Le lancement des premiers produits structurés garantis Saxo Bank chez Leonteq est prévu pour 2025.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 02 Septembre 2024					
Valeur : 04 Septembre 2024					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		133.5277	133.5427
1	EUR	EURO		147.7618	147.8051
1	GBP	POUND STERLING		175.4635	175.5062
100	JPY	JAPANESE YEN		91.0706	91.0870
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7866	18.7892
1	CHF	SWISS FRANC		157.2394	157.2756
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.9754	99.0232
1	DKK	DANISH KRONE		19.8212	19.8246
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.0326	13.0366
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.6212	12.6268
1	AED	UAE DIRHAM		36.3529	36.3609
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.5818	35.5877
1	KWD	KUWAITI DINAR		437.0792	437.2714
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.5075	43.9448
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.7291	13.7306
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.2784	27.4181
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3627	3.3731
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.8151	179.8151

PARIS

Hausse anecdotique avant la réouverture de New York

Les mouvements sont limités ce matin à Paris où le CAC40 grappille 0,1%, autour des 7655 points, tiré par Teleperformance (+2%) et Carrefour (+1,1%) mais freiné par Renault (-1,6%) et Crédit Agricole (-1%). Les investisseurs semblent adopter une position d'attente avant la réouverture de New York, dont l'orientation pourrait donner une direction aux marchés d'autant que la journée sera plutôt pauvre en statistiques. Seul sera publié dans l'après-midi l'indice ISM manufacturier aux Etats-Unis, qui devrait être resté en territoire de contraction au mois d'août. Des rendez-vous plus importants marqueront le reste de la semaine, à commencer par la parution vendredi du rapport mensuel sur l'emploi américain, qui sera examiné à la loupe. 'Il s'agit des derniers chiffres concernant ce segment clé de l'économie américaine avant la réunion de la Fed prévue mi-septembre', rappelle Christopher Dembik, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet AM.

'Sauf surprise de dernière minute, les statistiques devraient confirmer la possibilité d'une hausse de 25 points de base', estime l'analyste. A ce stade, les contrats à terme sur les indices de référence de la Bourse de New York laissent entrevoir une reprise en territoire négatif. Le repli des 'futures' américains peut s'expliquer notamment par le fait que les rendements des emprunts d'Etat sont repartis à la hausse, celui du 10 ans américain étant repassé au-dessus de 3,91%, un plus haut de deux semaines. Si la séance devrait être plus animée que la veille, la question de savoir si les places européennes sont à même de poursuivre leur rebond va largement dépendre de la façon dont les marchés d'actions américains vont évoluer. Les analystes rappellent que les mois d'automne sont généralement compliqués pour les actions, un phénomène qui risque d'être accru cette année par la perspective de l'élection présidentielle américaine de novembre, qui s'an-

nonce très disputée. Si un regain de volatilité reste possible, la tendance reste haussière au vu de la résistance de la croissance américaine et surtout de l'approche plus accommodante adoptée par la Fed, estiment les stratèges. 'D'un point de vue historique, le début d'un cycle de baisse des taux est favorable pour les actions lorsque l'économie n'est pas en récession', rappelle Angelo Kourkafas, chez Edward Jones. Les marchés financiers sont donc en train d'entrer dans une nouvelle phase, où la vigueur de l'activité économique, l'emploi en particulier, seront prévalents au détriment de l'évolution des chiffres de l'inflation désormais jugés secondaires. 'La question n'est plus de chercher à savoir 'quand sera le pivot?', mais 'combien de baisses à venir?', juge ainsi Clément Inbona, gérant de fonds chez La Financière de l'Echiquier. 'Les banques centrales ont à présent le doigt

sur la gâchette, charge aux investisseurs d'anticiper leur cadence de tir', conclut le professionnel. Dans l'actualité des sociétés tricolores, TotalEnergies annonce avoir conclu avec Adani Green Energy Limited (AGEL) un accord pour créer une nouvelle joint-venture détenue à parts égales, et disposant d'un portefeuille de 1150 MWac (1575 MWc) situé à Khavda, dans l'Etat indien du Gujarat. Legrand annonce deux nouvelles acquisitions, à savoir UPSistemas en Colombie et APP (Australian Plastic Profiles) en Australie, portant ainsi à sept les opérations annoncées cette année pour un chiffre d'affaires annualisé de près de 350 millions d'euros. Enfin, EDF a annoncé lundi soir avoir revu à la hausse son estimation de production nucléaire en France pour 2024 ciblant désormais une production comprise entre 340 et 360 Téra-watt-heure, contre une prévision initialement comprise entre 315 et 345 TWh.

AUGMENTATION DE LA TAXE DE SÉJOUR EN ITALIE

Le projet de Meloni inquiète les acteurs du tourisme

«Ne faisons pas fuir les touristes avec des taxes trop élevées!», a plaidé Marina Lalli, présidente de la fédération des professionnels du tourisme Federturismo.

Le surtourisme en Italie, objet d'inquiétudes à Venise, Florence ou encore aux Cinque Terre, risque de coûter cher aux voyageurs : le gouvernement Meloni envisage d'augmenter sensiblement la taxe de séjour pour les «responsabiliser» et renflouer les caisses des communes. Selon une ébauche de décret qui a circulé en pleine torpeur estivale, la taxe de séjour, actuellement autour de 5 euros, pourrait passer à 10 euros par nuit pour les chambres à 100 euros, à 15 euros pour celles de 400 euros et à 25 euros pour les suites de luxe dépassant 750 euros. Ce projet a suscité l'ire des fédérations de tourisme, qui redoutent que des hausses excessives ne freinent l'engouement des touristes pour le «Bel Paese». «Ne faisons pas fuir les touristes avec des taxes trop élevées!», a ainsi plaidé Marina Lalli, présidente de la fédération des professionnels du tourisme Federturismo. «Nous avons déjà une TVA très élevée, de 22%, si nous ajoutons des surtaxes, nous risquons de nuire à la compétitivité de l'Italie, surtout pour les voyages organisés tout compris qui sont calculés à l'euro près», a-t-elle déclaré à l'AFP. Les hôtels refusent de continuer à servir de «distributeurs automatiques de billets» pour les communes, avait averti en mai Bernarbo Bocca, président de Federalberghi, la fédération des hôteliers italiens. Sans démentir ces projets, la ministre du Tourisme Daniela Santanchè a dénoncé samedi «un alarmisme

infondé à propos de l'augmentation de la taxe de séjour». «En période de surtourisme», Rome souhaite que la taxe de séjour «contribue réellement à l'amélioration des services et à la responsabilisation des touristes qui la paient», avait-elle fait valoir sur X début août.

Une nouvelle taxe à des taux usuraires ?

Quatrième destination mondiale, l'Italie a accueilli l'an dernier 57,2 millions de touristes étrangers qui ont dépensé 55,9 milliards de dollars, selon l'Organisation mondiale du tourisme (OMT). Sur le parvis du Duomo, la majestueuse cathédrale de Milan, les touristes se bousculent pour se prendre des selfies, au milieu d'une nuée de pigeons. Les avis divergent sur une éventuelle hausse de la taxe incriminée. «Augmenter la taxe serait de l'usure! Si c'était confirmé, je me rendrais dans d'autres pays qui n'appliquent pas un tel impôt», s'est exclamée Fabea Wiegand, 25 ans, étudiante en économie de Saint-Gall en Suisse. Venu de Zurich, Liam Roth, étudiant en informatique, âgé également de 25 ans, est d'avis contraire. «Augmenter la taxe est une bonne mesure, je comprends que les Milanais soient importunés par les touristes. Nous faisons partie du problème». «Rien n'est décidé. À ce stade, l'augmentation de la taxe n'est qu'une hypothèse», en attendant des consultations avec les organismes du secteur

et les communes, ont assuré à l'AFP des sources du ministère.

Une déferlante de touristes

Face à la déferlante de touristes arrivant en Italie, très prisée pour son riche patrimoine culturel et ses plages de sable fin, des initiatives se multiplient pour réguler les flux, sans trop de succès. Les touristes continuent ainsi à encombrer les étroites ruelles et ponts enjambant les canaux de Venise, malgré le billet d'entrée de cinq euros dont doivent s'acquitter depuis avril les visiteurs à la journée. Le célèbre «sentier de l'amour» serpentant entre terre et mer dans le parc des Cinque Terre (nord-ouest) a rouvert en juillet après de longs travaux, mais les visiteurs devront désormais déboursier cinq euros. «Tourists go home!» (Touristes, rentrez chez vous!): sur les ponts de Florence, capitale de la Toscane réputée pour son architecture de la Renaissance, fleurissent désormais les mêmes graffitis qu'à Barcelone en Espagne, haut-lieu de la grogne anti-touristes. Sujets de préoccupation des résidents: les nuisances sonores, la pollution, la congestion des transports et la flambée des loyers engendrée par les locations touristiques. En Italie, la taxe de séjour pourrait être étendue à l'ensemble des 7904 communes italiennes au lieu des seules villes touristiques et affectée aussi à la gestion des déchets. Cet impôt a rapporté près de 775 millions d'euros en 2023.

ALLEMAGNE

Le climat économique se dégrade en juin

Le moral des entreprises allemandes a marqué le pas en juin. L'Euro 2024, qui devrait générer des recettes, n'aura pas d'impact significatif sur l'économie.

Le moral des entreprises allemandes s'est dégradé plus rapidement que prévu au mois de juin. C'est la première fois, depuis décembre 2023, qu'une baisse est enregistrée sur deux mois consécutifs, selon l'institut ifo. D'après l'étude mensuelle, menée auprès d'environ 9 000 entreprises allemandes des secteurs de l'industrie manufacturière, des services, du commerce et de la construction, l'indice ifo du climat des affaires serait passé de 89,3 points en mai à 88,6 points en juin, alors que les économistes tablaient sur une hausse, prévoyant 89,7 points. L'abaissement général de cet indice de confiance s'explique principalement par les prévisions maussades des entreprises, attendues pour les six mois à venir. L'indice des attentes est passé de 90,4 en mai à 89 en juin, sans atteindre les 91 points initialement prévus. Dans l'industrie manufacturière, le climat des affaires a lui aussi marqué un recul, après trois mois d'embellie consécutifs, les entreprises montrant davantage de prudence quant à l'avenir.

EN RAISON DES MODIFICATIONS APPORTÉES À LA TAXE SUR LA MER DU NORD La Grande-Bretagne pourrait perdre 16 milliards de dollars

Le projet du gouvernement britannique d'augmenter l'impôt sur les bénéfices des producteurs de pétrole et de gaz de la mer du Nord entraînerait une baisse de 12 milliards de livres (16 milliards de dollars) des recettes de l'État, a déclaré lundi un groupe industriel. Le gouvernement travailliste a déclaré fin juillet qu'il augmenterait l'Energy Profits Levy (EPL) de 35 % à 38 % à partir du 1er novembre, ce qui porterait le taux d'imposition global sur les activités pétrolières et gazières à 78 %, soit l'un

des taux les plus élevés au monde. Sa durée a également été prolongée d'un an, jusqu'en mars 2030. Les changements comprendront également la suppression de l'abattement de 29 % sur les investissements, qui permet aux entreprises de compenser l'impôt sur le capital réinvesti. Le Trésor a déclaré que les contributions fiscales des compagnies pétrolières et gazières aideront à financer le plan du gouvernement visant à augmenter rapidement la capacité des énergies renouvelables. Le groupe

industriel Offshore Energies UK a toutefois prévu que les changements apportés à l'EPL réduiraient les recettes fiscales de 12 milliards de livres entre 2025 et 2029 par rapport au régime fiscal actuel. L'investissement en capital dans le secteur au cours de cette période devrait tomber à 2,3 milliards de livres, contre environ 14 milliards de livres, a déclaré OEUK. Les modifications fiscales proposées "entraîneront un déclin accéléré de la production nationale (de pétrole et de gaz) et une réduction correspondante des impôts payés,

des emplois soutenus et de la valeur économique générée", a déclaré David Whitehouse, PDG de l'OEUK, dans un communiqué. Un porte-parole du Trésor a déclaré : "Nous nous engageons à maintenir un dialogue constructif avec le secteur pétrolier et gazier afin de finaliser les changements visant à renforcer la taxe sur les bénéfices exceptionnels, en garantissant une transition progressive et responsable pour la mer du Nord. Le gouvernement travailliste a fixé des objectifs ambitieux en matière

de réduction des émissions de carbone, qui nécessitent un développement rapide des énergies renouvelables et un abandon du pétrole et du gaz. La production de la mer du Nord n'a cessé de diminuer, passant d'un pic de 4,4 millions de barils équivalent pétrole par jour (bep) au début du millénaire à environ 1,3 million de bep aujourd'hui. Selon l'autorité de régulation North-Sea Transition Authority (NSTA), elle devrait tomber à moins de 200 000 barils équivalents pétrole par jour d'ici à 2050.

POUR 2024 ET 2025

L'Espagne relève ses prévisions de croissance

Le gouvernement s'attend à la création de « plus d'un million d'emplois » dans les deux prochaines années. Dans le sillage des principaux organismes internationaux, le gouvernement espagnol a revu à la hausse dimanche ses prévisions de croissance pour 2024 et 2025, afin de tenir compte du dynamisme de l'économie ibérique, à l'origine de fortes créations d'emploi. « Nous allons réviser notre prévision de croissance pour 2024 à 2,4 %, soit quatre dixièmes de plus » que l'hypothèse jusque-là retenue (2 %), a annoncé le ministre de l'Économie Carlos Cuerdo dans un entretien au quotidien El Pais.

Concernant 2025, l'hypothèse retenue par le gouvernement est désormais de « 2,2 %, soit trois dixièmes de plus » que la prévision actuelle, précise le ministre, qui se dit par ailleurs optimiste pour l'évolution du chômage au cours des prochains mois. Le gouvernement, qui validera officiellement ces nouvelles prévisions mardi lors du Conseil des ministres, s'attend ainsi à la création de « plus d'un million d'emplois » entre 2024 et 2025, selon le responsable socialiste. Interrogé par El Pais sur les raisons de ces révisions, Carlos Cuerdo évoque les bons chiffres de l'économie espagnole depuis le début de l'année, portée par «

deux moteurs principaux » : « les exportations et les investissements ». « Nous avons une croissance équilibrée, avec une contribution positive de la demande intérieure et du secteur étranger. Et nous voyons que les investissements vont augmenter de manière significative cette année, avec des taux proches de 4 % ou plus », détaille-t-il.

Comme une fusée

Ces révisions étaient largement attendues, au vu du dynamisme économique de l'Espagne – qui profite à plein depuis deux ans de la forte reprise du tourisme

mais aussi des fonds du plan de relance européen post-Covid, dits « NextGeneration ». L'an dernier, le pays a ainsi enregistré une croissance de 2,5 %, bien supérieure à la moyenne de l'Union européenne (0,4 %). Et cette tendance s'est poursuivie au premier trimestre avec une hausse du PIB de 0,8 %, deux fois plus élevée que la prévision de la Banque d'Espagne. Ces chiffres ont permis à Madrid de ramener son déficit public à 3,7 % du PIB, contre 4,7 % en 2022. Le chômage est retombé pour sa part à 11,80 % de la population active contre 12,87 % fin 2022, avec un chiffre record de 21,25 millions d'emplois pourvus.

Nouvel Audi Q5



Ingolstadt présente la nouvelle et déjà troisième génération de l'Audi Q5. À l'instar de la nouvelle A5, il repose sur la toute nouvelle plate-forme PPC pour les voitures à moteur thermique, qui vous laisse le choix entre essence et Diesel. La troisième génération de l'Audi Q5 suit les traces de la nouvelle A4, euh... A5. En effet, le SUV repose sur la même architecture PPC que le constructeur allemand a développée pour les voitures à moteur thermique et combine le même design intérieur avec la même technologie multimédia. Le style de la carrosserie est également très reconnaissable, comme toujours avec Audi. Et oui, le nouveau Q5 sera également disponible plus tard sous la forme d'une variante Sportback aux lignes plus sportives et à la ligne de toit plus plongeante. Les designers de l'Audi Q5 ont consacré beaucoup de temps, d'efforts et de créativité à l'élaboration des blocs optiques. Il en résulte des signatures lumineuses différentes, tant à l'avant qu'à l'arrière. La sécurité n'a pas été oubliée : une bande de diodes électroluminescentes sur presque toute la largeur du hayon fait office de troisième feu stop et, en cas d'accident ou de problème, les feux arrière affichent un triangle d'avertissement.

Panoramic display

La planche de bord de l'Audi Q5 ressemble beaucoup à celui de l'A5. L'écran panoramique Audi MMI combine une section de 11,9 pouces pour le tableau de bord avec un écran central d'infodivertissement de 14,5 pouces. De plus, vous pouvez opter pour un écran supplémentaire de 10,9 pouces face au passager, pour permettre à ce dernier de faire passer le temps en regardant des films ou en jouant à des jeux vidéos sur la route. Vous pouvez contrôler et configurer l'affichage tête haute en option à l'aide de boutons sur le volant.

La banquette arrière de l'Audi Q5 est coulissante et dispose d'un dossier réglable en inclinaison. Lorsque les sièges arrière sont rabattus, vous disposez d'un volume de chargement maximal de 1473 l. Vous pouvez ranger le cache-bagage dans un espace de rangement spécial situé sous le plancher de chargement plat. Audi signale également la présence de prises usb-c suffisamment puissantes pour recharger les ordinateurs portables ainsi que les smartphones et les tablettes.

Essence ou Diesel, d'office hybride

La plateforme PPC sur laquelle repose le nouvel Audi Q5 est associée à une suspension qui promet un meilleur équilibre entre sport et confort. La configuration standard en acier utilise des amortisseurs à fréquence sélective, mais le SUV peut également être équipé en option d'un amortissement adaptatif et d'une suspension pneumatique. Le SQ5 est équipé de série d'une suspension sport disponible en option pour les variantes moins puissantes. La direction progressive est elle d'office de série.

Dans un premier temps, l'Audi Q5 sera lancé avec trois motorisations, vous laissant le choix entre deux variantes essence et une Diesel, et entre la traction et transmission intégrale. Toutes les motorisations sont dotées d'une boîte robotisée à double embrayage à sept rapports et d'une hybridation légère en 48 V ; la gamme sera ultérieurement complétée par une variante hybride rechargeable TFSI e qui promet une autonomie en mode 100 % électrique d'au moins 80 km.

NOUVEAU MODÈLE 2025

Voici la nouvelle Aston Martin Vanquish

Aston Martin n'a cessé de titiller Ferrari, puisque la 12Cilindri voit arriver la nouvelle Vanquish. Cette dernière développe 835 ch et 1000 Nm grâce à son V12 suralimenté. Mais elle ne se résume pas à son moteur.



L'Aston Martin Vanquish succède à la DBS Superleggera, propulsée par un V12 monté en position centrale avant (derrière l'axe des roues avant donc) qui fait appel à deux turbos pour porter la puissance du bloc de 5,2 litres à 835 ch et 1000 Nm. Un accroissement de la cavalerie qui s'explique par un travail de développement sur l'ensemble des composants du moteur. Au point tel qu'Aston Martin parle d'un tout nouveau moteur.

Lors du développement de ce nouveau V12 de 5,2 litres, Aston Martin a non seulement cherché à augmenter la puissance et le couple, mais a également amélioré la fiabilité et la réactivité de ce moteur essence biturbo. Cette mécanique fait donc appel à une paire de turbos et bénéficie d'une fonction d'overboost qui est annonciatrice d'accélération fulgurantes. Toute cette puissance est transmise aux roues arrière par l'intermédiaire de la traditionnelle transmission automatique ZF à huit rapports et d'un tout nouveau différentiel E, intégré au système de stabilisation électronique de la suspension.

Plus rapide en ligne droite et dans les virages

Ce V12 promet non seulement une réponse rapide à l'accélérateur et une sonorité magistrale (surtout avec le système d'échappement en titane en option), mais aussi des performances foudroyantes. Le sprint de 0 à 100 km/h se fait en 3,2 s et la vitesse maximale s'établit à 345 km/h. La Ferrari 12Cilindri a déjà été mise en



garde....

La carrosserie de la nouvelle Aston Martin Vanquish s'étire sur 4,85 m de long et combine une proue très reconnaissable avec une poupe inspirée des Aston Martin Victor, Valour et Valiant. Grâce à des renforts spéciaux apportés à la structure de base en aluminium, la rigidité latérale de la carrosserie est supérieure de 75 % à celle de la DBS 770 Ultimate. La suspension combine des doubles triangles superposés à l'avant et un

essieu multibras à l'arrière. Aston Martin utilise les célèbres amortisseurs Bilstein DTX qui équipent également la DB12. Les freins en carbone céramique sont de série ; pour une dynamique de conduite accrue, le système Corner Braking 2.0 est disponible.

Les débuts de la nouvelle Aston Martin Vanquish sont prévus pour l'automne 2024. Gaydon limiterait la production annuelle à 1000 unités.

L'ingénierie du chaos, une question d'équilibre

L'ingénierie du chaos fait de plus en plus d'émules. Mais cette méthode de stress test des infrastructures IT comporte des avantages et des inconvénients à soupeser avant son adoption.



Après avoir eu son heure de gloire au sein de Netflix (et l'outil Chaos Monkey), l'ingénierie du chaos séduit de plus en plus d'entreprise (Mano Mano, SNCF...). Pour autant, casser volontairement un système d'information pour voir comment il réagit et l'améliorer n'est pas une décision à prendre à la légère. Les sociétés doivent examiner attentivement les ressources exigées, les risques introduits et l'alignement de la démarche sur des objectifs stratégiques plus larges. Il est essentiel de comprendre ces facteurs pour décider si cette approche doit être un élément central ou un outil complémentaire dans la stratégie IT d'une entreprise. Chaque organisation doit déterminer dans quelle mesure elle suivra cette évolution technologique et le temps qu'elle peut attendre pour que son fournisseur IT lui propose des solutions.

Des erreurs de plus en plus fréquentes et coûteuses

Les récentes actualités montrent que les erreurs humaines (mauvaises configuration, problème de code...), les attaques de type DDoS et les pannes peuvent avoir un impact important sur la résilience des infrastructures IT. Ainsi sur les campagnes par déni de service, Cloudflare a enregistré 4 millions d'attaques au deuxième trimestre 2024, en forte progression par rapport au trimestre précédent. Les fournisseurs de cloud ne sont pas épargnés non plus par les défaillances de serveurs ou les cyberattaques. L'actualité la plus emblématique de cet été a eu lieu le 19 juillet avec la panne des services Microsoft Azure. Elle était liée à une mise à jour défectueuse du capteur Falcon de CrowdStrike. Plusieurs firmes ont été touchées avec de lourdes

conséquences financières. La compagnie Delta Airlines évoque un manque à gagner de 500 M\$. Cet incident a été un signal d'alarme pour plusieurs raisons. En premier, la plupart des entreprises ont commencé à se rendre compte de leur vulnérabilité. La production pouvait s'arrêter à cause d'une erreur stupide. Deuxièmement, le coût total de cet événement a été beaucoup plus élevé que ce à quoi s'attendaient la plupart des entreprises. Il a également eu un impact plus important que prévu sur des questions non techniques comme les relations publiques et avec les clients. Enfin, l'enseignement que l'on en a tiré, c'est que le plus grand risque vient des personnes et non de la technologie. Se préparer à ces erreurs, donc de se tourner vers l'ingénierie du chaos, est donc devenu une réflexion dans nombre d'organisations, en mettant dans la balance les bénéfices et les contraintes.

Avantages de l'ingénierie du chaos

Supposons qu'une grande société du e-commerce mette en œuvre l'ingénierie du chaos pour tester la résilience de son système cloud pendant les périodes de pointe des achats. Elle utilise un outil dédié pour simuler des charges de trafic accrues qui imitent les conditions du Black Friday. L'équipe introduit délibérément des temps de latence et des arrêts de serveur aléatoires pour observer comment le système réagit au stress. Au cours de ces tests, ils découvrent des goulets d'étranglement dans l'architecture de leur base de données que les tests traditionnels auraient dû déceler. Grâce à des mesures en temps réel, ils mettent rapidement en œuvre des stratégies adaptatives comme la mise à l'échelle automatique des ressources du serveur et l'optimisation des requêtes de la base de données.

En répétant continuellement ces expériences de chaos, la plateforme de commerce électronique résiste non seulement aux pressions simulées, mais améliore sa capacité à s'adapter automatiquement aux pics inattendus. Cela garantit, ou devrait garantir, une expérience client transparente pendant les périodes de vente critiques. Cette approche proactive transforme un chaos potentiel en une opportunité de renforcer la résilience de l'infrastructure. C'est du moins l'idée.

Inconvénients de l'ingénierie du chaos

Malgré ses avantages, l'ingénierie du chaos pose des défis et des questions importants aux entreprises. En premier lieu, il y a l'intensité des ressources mobilisées. En effet, la mise en œuvre de cette méthode nécessite des investissements substantiels dans les bons outils, du personnel qualifié et du temps pour simuler et analyser efficacement les scénarios. Cela peut grever les budgets et détourner l'attention des principaux objectifs de l'entreprise. Autre point de friction, les possibles impacts opérationnels car l'introduction intentionnelle d'erreurs comporte des risques inhérents. Les sociétés doivent être prudentes, car ces pratiques peuvent perturber les services, affecter les performances et créer des effets secondaires indésirables susceptibles d'entraîner le mécontentement des clients ou des pertes financières. Par ailleurs, l'ingénierie du chaos peut détourner l'attention d'initiatives plus stratégiques. Les entreprises donnent souvent la priorité à des projets simples, basés sur le retour sur investissement, qui contribuent directement à la croissance. S'engager à fond dans la méthode pourrait les détourner de la poursuite d'innovations ou d'améliorations opérationnelles qui présentent des avantages immédiats. Il faut aussi

prendre en considération la gestion de la complexité. L'ingénierie du chaos exige une compréhension approfondie des interdépendances au sein des systèmes. Un défi qui pourrait dissuader les entreprises d'appliquer efficacement les principes de cette démarche.

Une choix réfléchi et équilibré

L'ingénierie du chaos offre un mécanisme de défense proactif contre les faiblesses des systèmes, mais les sociétés doivent en évaluer les risques par rapport à leurs objectifs stratégiques. Investir massivement dans l'ingénierie du chaos peut être justifié pour certains, en particulier dans les secteurs où la disponibilité et la fiabilité sont cruciales. D'autres, en revanche, feraient mieux de se concentrer sur l'amélioration des normes de cybersécurité, la mise à jour de l'infrastructure et le recrutement de talents. Par ailleurs, il y a lieu de se demander ce que comptent offrir les fournisseurs de services cloud en la matière ? Beaucoup d'entreprises se lancent sur les clouds publics parce qu'elles veulent transférer une partie de la charge aux fournisseurs, y compris l'ingénierie de la fiabilité. Parfois, le modèle de responsabilité partagée est trop axé sur les souhaits des fournisseurs de cloud plutôt que sur ceux de leurs clients. Il est peut-être temps que certains acteurs cloud passent à la vitesse supérieure. Certains l'ont déjà fait comme AWS. En fin de compte, les entreprises devraient réfléchir à la manière dont l'ingénierie du chaos s'inscrit dans leur stratégie IT plus large. En intégrant des éléments qui correspondent à leurs objectifs plutôt qu'en adoptant la méthode en bloc, les sociétés peuvent bénéficier des idées sans être détournées de leurs missions principales. Comme pour toute innovation, la clé réside dans une application judicieuse.

Mots fléchés

Chahut	↓	Reine de beauté	↓	Comptoir d'un bar	↓	Système de freinage	↓	De manière douce	↓	Bases	↓	Abandonnée	↓
Plantes à tubercule		Pâturage		Mois du calendrier hébreu		Le Christ				Estuaires		Espaces de temps	
	→		↓		↓		↓						
Mammifères plantigrades	→							Fortunés	→				↓
Consumasses								Division de la couronne					
	→												
							Glande génitale	→					
Voici Connue pour la tragédie du stade A-Césari	→		Relatifs aux atomes		Agresser	→							
	→				Suite d'étoiles								
			↓		↓			Examètre	→		Orient	→	
								Certaine			Bramé		
Félidés	→												
Préfecture du Calvados								Lentille bâtarde	→			Elégante	
	→							Exhalation					
				Cheval américain	Maladie épidémique	Boîte à bulletins Formée dans le foie à partir d'un ammoniac	→					Note de musique	→
Il a remplacé le curie		Souillure	→									Habile	Action d'élever
		Vin											
	→		↓										↓
Petit ouvrage spirituel et sans prétention		En 1917 il était blanc	→							Femme fatale	Service sans retour		
	→	Capitale du Gabon									Fin d'infinitif		
			↓										
								Creuser l'intérieur	→				
								Contée	→				
								Assortir les couleurs					
Ceinture pour geisha		Qualité d'une huile	→					Groupe de rap français	→			Lorgnade	Incapable
		Ville roumaine						Petit tour					
	→		↓										↓
				Relatif à un appendice		Dissimulé	→		Signe de ponctuation	→			
						Entailler			Petite quantité				
Remiserez	→		↓										
Mesura la densité d'un liquide										Enveloppe de protection	→		
	→									Joli mois			
				Copie		Prénom masculin	→					Saint normand	→
						Relatif à un baudet						Apprécier	
Explora	→												
Marque de dédain								Assai-sonna	→				Attribut des piafs
	→												↓
		Amoncellement	→					Un genre qui regroupe les tilleuls	→				Possessif
								Assassina					
Mouvement en tribune		Modeste	→							On les compte sur les doigts d'une main	→		↓
		Temps d'une révolution								Paresseux			
	→		↓										
				Une action au rugby à XIII	→			Prénom de la deuxième fille de Victor Hugo	→				
Lieu de châtiments	→					Meneuses de bourricots	→						

ACCIDENTS DE LA ROUTE

41 morts et 1688 blessés en une semaine

Quarante et une (41) personnes sont décédées et 1688 autres ont été blessées dans 1351 accidents de la route survenus durant la période du 25 au 31 août à travers le pays, indique, mardi, un communiqué de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de M'sila avec 04 décès et 59 blessés, suite à 32 accidents de la circulation, précise la même source. En outre, les secours de la Protection civile ont effectué 2027 interventions pour l'extinction de 1473 incendies, urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés à Alger (218 incendies), Blida (102) et Annaba (84). Aussi, pour les opérations diverses, 5936 interventions ont été effectuées, durant la même période, pour le sauvetage de 347 personnes en situation de danger et l'exécution de 5141 opérations diverses d'assistance.

FORUM SUR LA COOPÉRATION SINO- AFRICAINE

Attaf prend part à Pékin à la 9e session de la réunion ministérielle

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, a pris part, hier à Pékin (Chine), à la 9e session de la réunion ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine, coprésidée par les ministres des Affaires étrangères de la Chine et du Sénégal, indique un communiqué du ministère. Cette réunion "a été consacrée à l'évaluation des progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'agenda de partenariat sino-africain, en particulier les différentes activités de coopération et les programmes d'échanges convenus dans différents domaines économique, social, scientifique et culturel", précise le communiqué. Selon la même source, cette réunion a également permis "d'examiner les projets des recommandations issues du Sommet sino-africain prévu les 5 et 6 septembre, en particulier le projet de la déclaration commune et le projet du programme exécutif couvrant la période de 2025 à 2027". En marge de cette réunion, M. Attaf a eu des entretiens bilatéraux avec plusieurs de ses homologues africains, notamment les ministres des Affaires étrangères de la Tunisie, de la Mauritanie, de la Libye, du Kenya, de l'Ouganda, de la République du Congo, du Nigeria, du Bénin, de la Tanzanie, de Djibouti, de la Somalie, et de la République centrafricaine. Ces "rencontres s'inscrivent dans le cadre du dialogue régulier et de la coordination sur les questions et les sujets d'intérêt commun", conclut le communiqué du ministère.

BEJAIA

Sept blessés dans une collision entre un bus et un camion

Sept personnes ont été blessées, dont deux sont dans un état grave, suite à une collision frontale survenue mardi dans la ville de Bejaia entre un bus de transport de voyageurs et un camion de moyen tonnage, rapporte la Protection civile. L'accident s'est produit à hauteur de la cité Brandy, non loin de la maison de la culture d'Amriou, faisant trois blessés parmi les occupants du camion et quatre parmi les voyageurs du bus, a-t-on précisé. Les blessés ont été transférés à l'hôpital Khellil Amrane par les moyens de la Protection civile, a-t-on indiqué. Les causes et les circonstances exactes à l'origine de l'accident ne sont pas encore connues. Une enquête a été ouverte à cette fin par la sureté de wilaya, selon la même source. Il est à noter que le lieu de l'accident est une voie à double sens, reliant l'université de Targa Ouzemmour et le stade de l'Unité maghrébine de l'Office olympique de wilaya (OPOW) au centre-ville, notamment le siège de la wilaya. L'itinéraire est jalonné de plusieurs intersections qui permettent le dégagement vers des quartiers limitrophes, notamment la cité Brandy et Targa Ouzemmour.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 4 septembre 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION

Parution d'une publication spéciale sur le 7^e sommet du GECF d'Alger

Le ministère de la Communication a édité une publication spéciale sur le 7^e Sommet du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) abrité à Alger, en vue de documenter cet "important" événement historique dont les travaux se sont déroulés au Centre international des conférences (CIC), Abdellatif Rahal (Alger) du 29 février au 2 mars dernier. Editée par le Centre national de documentation, de presse, d'images et d'information (CNDPI), cette publication spéciale s'intitule "Le 7^e sommet du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), du 29 février au 2 mars 2024, vu par les médias, les experts et les personnalités". Cette publication spéciale de 249 pages qui contient plusieurs photos, retrace cet événement historique à travers les rapports, les reportages, les analyses et les interviews des différents médias. L'allocution du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune prononcée à l'occasion du GECF est publiée dans cet ouvrage, divisé en huit (8) principaux volets contenant les analyses de 15 experts internationaux, 26 experts algériens et 10 experts arabes, outre les allocutions, les interventions et les déclarations des ministres de l'Energie des Etats membres du GECF et du SG du Fo-

rum. Le ministère vise, à travers cette publication, à documenter "un événement important abrité dans notre pays", a affirmé le ministre de la Communication, Mohamed Laagab, pour qui l'engagement du président de la République à assurer le succès de ce sommet a démontré, sur le double plan intérieur et extérieur, que le Sommet des grands défis dans l'histoire de l'énergie avait réussi, avec la reconnaissance du monde entier, en aboutissant à un consensus général des participants sur la cristallisation d'une stratégie future pour l'industrialisation, le développement et la commercialisation de cette matière vitale". Le ministre a également souligné que l'événement qui "a rassemblé les acteurs mondiaux du domaine autour de la même table, les a impressionné par les capacités diplomatiques de l'Algérie, a renforcé sa position et sa crédibilité énergétique, et a prouvé l'efficacité des efforts de M. le président de la République sur le plan international". Et d'ajouter que "l'Algérie a réussi à réunir les partenaires énergétiques, exportateurs et importateurs de gaz, afin de rapprocher les points de vue et d'unifier les visions sur le développement des marchés gaziers, le 7^e Sommet du Forum des pays exportateurs de gaz

(GECF), étant devenu le premier sommet important ayant ouvert la voie à une nouvelle ère énergétique, en vue d'adopter une approche future pour le développement du marché du gaz et ayant permis au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de replacer la diplomatie énergétique au devant de la scène mondiale". Le ministre a estimé que la signature par les parties prenantes de la "Déclaration d'Alger" en tant que document pérenne qui trace une stratégie pour le développement du secteur du gaz pour les années à venir, constituait "une victoire éclatante de la diplomatie énergétique algérienne et un renforcement du rôle pivot de l'Algérie au Forum, en tant que membre fondateur". En outre, le ministère a édité une autre publication intitulée "Le 7^e Sommet des pays exportateurs de gaz en Algérie, l'esprit de l'anniversaire du 24 février 2024", qui retrace les principales étapes historiques du secteur de l'énergie en Algérie, d'autant que la tenue du Sommet du gaz en Algérie a coïncidé avec l'anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures et le recouvrement de la souveraineté nationale sur le secteur de l'énergie, et sa libération de la domination et de l'exploitation étrangères.

MONNAIES

Le dollar et l'euro reculent face au yen

Le dollar et l'euro reculaient face au yen qui s'appréciait sensiblement mardi, après que le gouverneur de la Banque du Japon (BoJ) a réitéré que l'institution relèverait ses taux si l'économie évoluait conformément à ses attentes. La devise nippone grimpait de 0,75% face au dollar à 145,82 yens, et gagnait 1,06% contre l'euro à 160,94 yens. Elle montait également de 1,50% face au dollar australien. Selon les analystes,

le yen est en hausse à la suite des commentaires du gouverneur de la BoJ, Kazuo Ueda, dans lesquelles il a répété que l'institution était prête à remonter ses taux si l'économie et les prix se comportaient comme prévu. En effet des taux plus élevés présagent de meilleurs rendements de la devise, renforçant son attractivité. Fin juillet, la BoJ avait relevé son taux directeur à 0,25%, après une précédente hausse en mars. M.

Ueda s'était alors déjà dit prêt à un nouveau relèvement si les prix accéléraient, alors que la BoJ doit se réunir les 19 et 20 septembre. Les analystes ont remarqué que "la force du yen est particulièrement évidente face aux devises liées aux matières premières" que sont les dollars australien et néo-zélandais, qui dépendent fortement de la santé de l'économie chinoise, grande consommatrice de matières premières que ces

deux pays exportent. Or des chiffres officiels moins bons qu'escompté ont montré lundi une contraction de l'activité manufacturière en août en Chine, plombant ces deux devises. Plus tard dans la séance de mardi, l'indice d'activité manufacturière ISM pour août aux Etats-Unis devrait attirer l'attention des cambistes avant le très attendu rapport sur l'emploi en août vendredi.

DÉCÈS DE L'ANCIEN PREMIER MINISTRE LIBANAIS

Goudjil signe le registre de condoléances

Le président du Conseil de la nation, M. Salah Goudjil, a signé, mardi au siège de l'ambassade du Liban à Alger, au nom du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le registre de condoléances suite au décès de l'ancien Premier ministre libanais Salim Hoss. Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, M. Salah Goudjil, président du Conseil de la nation, a signé, mardi matin au siège de l'ambassade de la République libanaise, pays frère, le registre de condoléances suite au décès de l'ancien Premier ministre libanais, Salim Hoss. "C'est avec un cœur résigné à la volonté d'Allah et avec une profonde tristesse que j'ai appris la nouvelle du décès de l'ancien

Premier ministre libanais, Salim Hoss. En cette douloureuse épreuve pour le peuple libanais frère et la famille du défunt à laquelle nous compatissons, je ne peux que vous exprimer, au nom du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au nom du Gouvernement et du peuple algériens et en mon nom personnel, mes sincères condoléances, vous assurant de ma profonde compassion et priant Allah Tout-Puissant d'accorder au défunt Sa sainte miséricorde et de vous prêter, ainsi qu'à ses proches, patience et réconfort", lit-on dans le message de condoléances. "Avec la disparition de Salim Hoss, le Liban et la nation arabe perdent un leader national clairvoyant et un politique che-

vronné, qui a voué sa vie au service de son pays et à la défense des causes arabes avec sincérité et intégrité", a souligné M. Goudjil dans son message. "Avec sa disparition, c'est aussi une page de l'histoire contemporaine du Liban qui se tourne", a-t-il dit, rappelant que "le défunt a assumé avec brio des fonctions parlementaires et de hautes fonctions politiques dans les moments difficiles que ce pays a eu à traverser, ce qui lui a valu de diriger le Gouvernement libanais à plusieurs reprises". Et de conclure son message par le verset coranique : "Annonce donc la bonne nouvelle aux endurants, ceux qui disent, quand un malheur les atteint, certes nous sommes à Allah, et c'est à Lui que nous retournerons".